

## **LISTE DES ANNEXES**

|                    |  |
|--------------------|--|
| <b>ANNEXE N° 1</b> | <b>RAPPORT DE METHODOLOGIE</b>   |
| <b>ANNEXE N° 2</b> | <b>ANALYSE DE L'INCIDENCE DU POIDS DES COUTS ET PRELEVEMENTS IMPUTES SUR LES DROITS ET RECETTES DE LA REPUBLIQUE</b> |

## **LISTE DES PIECES JOINTES :**

(Documents n'émanant pas du Conciliateur)

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| <b>PIECE JOINTE N°1:</b>    | <b>TABLEAU DES PARTICIPATIONS DE SNPC</b>   |
| <b>PIECE JOINTE N°2:</b>    | <b>TABLEAU DES PERMIS D'EXPLORATION, D'EXPLOITATION ET CONCESSIONS (AVEC LEUR LOCALISATION ET LES NOMS DES ATTRIBUTAIRES ET ASSOCIES)</b>   |
| <b>PIECE JOINTE n°3 :</b>   | <b>DECRET N° 2006-626 DU II OCTOBRE 2006 PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS ET COMPOSITION DU COMITE EXECUTIF DE MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE SUR LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>  |
| <b>PIECE JOINTE N°4 :</b>   | <b>DECRET N° 2006-627 DU IL OCTOBRE 2006 PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS ET COMPOSITION DU COMITE CONSULTATIF AUPRES DU COMITE EXECUTIF DE MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE SUR LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>   |
| <b>PIECES JOINTES N°5:</b>  | <b>TABLEAUX EMANANT DE LA DIRECTION GENERALE DES HYDROCARBURES (DGH):</b>   |
|                             | <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>TABLEAU DE LA PROVISION POUR PID POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS</b></li><li>• <b>HISTORIQUE DE LA REDEVANCE MINIERE PROPORTIONNELE POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS</b></li><li>• <b>HISTORIQUE DU PROFIT OIL POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS</b></li><li>• <b>HISTORIQUE DE LA PRODUCTION POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS</b></li></ul> |
| <b>PIECE JOINTE N°6:</b>    | <b>REPONSE ENI AU QUESTIONNAIRE OPERATEUR</b>   |
| <b>PIECE JOINTE N°7:</b>    | <b>REPONSE CONGOREP AU QUESTIONNAIRE OPERATEUR</b>  |
| <b>PIECE JOINTE N°8:</b>    | <b>REPONSE TOTAL AU QUESTIONNAIRE OPERATEUR</b>   |
| <b>PIECE JOINTE N°9 :</b>   | <b>REPONSE SNPC AU QUESTIONNAIRE</b>  |
| <b>PIECES JOINTES N°10:</b> | <b>STATEMENTS N° 1 DU CABINET KPMG POUR LES ANNEES 2004-2005 ET 2006</b>  |

## **ANNEXE N° 1**

### **RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LA METHODOLOGIE SUIVIE PAR LE CONCILIATEUR INDEPENDANT**

#### **LE CONTEXTE DE LA MISSION**

Les prestations attendues du Conciliateur des recettes pétrolières s'inscrivent, selon les termes de référence, dans le Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG). Ce Projet se conforme aux exigences souscrites en juin 2004 par la République du Congo, qui a alors officiellement adhéré à l'Initiative de Transparence pour les Industries Extractives (ITIE-EITI). C'est dans ces conditions qu'à la date du 2 février 2008, le Comité International ITIE a admis le Congo en qualité de pays candidat à la mise en œuvre de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives.

Dans la perspective de cette admission, la République du Congo a mis en place depuis Octobre 2006 un support institutionnel en créant un Comité Exécutif et un Comité Consultatif

Le Comité exécutif est aux termes du décret l'instituant, assisté par un «Administrateur indépendant» («le Conciliateur») chargé de concilier les déclarations des compagnies avec celles du Gouvernement

#### **1. LES OBJECTIFS DE LA MISSION DU CONCILIATEUR INDEPENDANT**

Le Conciliateur a pour tâche d'aider le Comité exécutif de l'ITIE, constitué de manière tripartite (représentants de l'Etat ; représentants des compagnies pétrolières, représentants de la société civile), à préparer le premier rapport de mise en œuvre du Programme Initiative de Transparence pour Les Industries Extractives (ITIE/ EITI) de la République du Congo. Ce rapport doit couvrir la période 2004 à 2006, consécutive au lancement en septembre 2002 de cette Initiative par le Premier Ministre du Royaume Uni, Monsieur Tony Blair.

Dans cette perspective, ainsi que le prévoient les termes de référence, il revient tout spécialement au Conciliateur de procéder à l'analyse des déclarations de paiement de toutes les entreprises actives du secteur pétrolier congolais. (OIC, SNPC et filiales dont la CORAF) et de constater leur coïncidence avec les encaissements comptables du Trésor public. A cette occasion, le Conciliateur doit apprécier la validité du calcul des droits de la République du Congo et, de manière concomitante, s'assurer de l'entrée des sommes correspondantes dans les caisses du Trésor.

Pour ce faire, comme en font mention les termes de référence, le Conciliateur doit vérifier la régularité des procédures et des règles applicables (législatives, réglementaires ou contractuelles) pouvant avoir une incidence sur les paiements et, ainsi, juger des améliorations à apporter à cet ensemble juridique qui garantit le respect des droits de la République du Congo sur l'exploitation de ses ressources minières, en l'espèce pétrolières.

Dans ce but, le Conciliateur est chargé de procéder à la supervision de la collecte des données

effectuée sous l'autorité du Comité Exécutif ITIE et, préalablement, de bâtir des modèles de déclaration qui, après avoir été validés par ce comité, seront envoyés à toutes les parties prenantes actives (administrations de l'Etat, entreprises publiques du secteur, opérateurs internationaux privés).

L'objectif de la mission est en effet de s'assurer :

- Sur le plan institutionnel, de la validité du processus de mise en place au Congo de l'Initiative ITIE, telle qu'elle est définie sur le plan international, notamment en appréciant le bon fonctionnement des organismes de suivi et d'évaluation et en s'assurant de l'application des principes ITIE en matière d'audit et de certification des comptes.
- Sur le plan juridique, de la bonne application des règles fixant les droits de la République du Congo, après l'analyse des implications en termes d'obligations de paiement tous les textes applicables, légaux, réglementaires ou contractuels
- Sur le plan comptable et financier, les travaux visent à effectuer un bouclage physico-financier des flux afin de contrôler la cohérence des recettes perçues par la République du Congo au regard des déclarations de paiement présentées par les entreprises du secteur pétrolier. A ce titre, cet objectif peut être décliné en 3 phases consistant à :
  - o Analyser de manière critique les déclarations de paiement des opérateurs pétroliers,
  - o S'assurer de la cohérence de ces déclarations au regard des quantités valorisées par la SNPC et du niveau de recettes correspondant,Contrôler l'exhaustivité des encaissements effectués par le Trésor Public en déterminant l'ampleur et l'origine des écarts

Partant, la mission du Conciliateur est de proposer, sous forme de recommandations, les améliorations ou les adaptations qui lui paraissent les plus opportunes dans un souci de plus grande transparence et de respect des droits de la République du Congo.

## 2. LA METHODE PROPOSEE

- **En ce qui concerne la collecte des données relatives aux paiements et aux encaissements**, les questionnaires et modèles de déclaration indiqués ci-dessus seront envoyés, après approbation par le Comité Exécutif ITIE, à tous les opérateurs concernés, pour une remise des réponses le 20 février au plus tard. La présentation détaillée de ces projets de questionnaires et de déclarations est faite en annexe 1 ci-jointe, le cas de la SNPC étant traité de manière séparée sous la forme d'un questionnaire spécifique proposé en annexe 2.
- **En ce qui concerne l'ensemble des règles législatives, réglementaires ou contractuelles pouvant avoir une incidence sur les paiements**, le Conciliateur procédera à leur inventaire et à leur analyse. Dans ce cadre, il examinera, entre autres, les mécanismes de formation du prix fiscal qui est retenu pour valoriser les revenus de l'Etat congolais tirés de l'exploitation des gisements en sa qualité de propriétaire. L'on se reportera à l'annexe 3 ci-jointe pour une présentation plus détaillée de la méthode choisie et des différentes questions étudiées par le Conciliateur.

**En ce qui concerne le plan financier et comptable**, la méthode s'articule autour de 3 étapes :

1. **Prise de connaissance des procédures et des règles applicables**  
Cette étape vise à appréhender les procédures applicables en identifiant le rôle des différents acteurs de ces processus (opérateurs pétroliers, SNPC, République du Congo,...) et à mener l'analyse critique de ces procédures au regard des autres règles applicables et des bonnes pratiques.
2. **Collecte des données**  
Outre le recueil des déclarations et des réponses aux questionnaires, la collecte des données consiste à recueillir auprès des différents acteurs du processus des éléments issus présentant une valeur probante tangible. Le périmètre de collecte de ces données sera adapté en fonction de l'étape initiale de prise de connaissance.
3. **Exploitation des données collectées**
  - **Travaux de réconciliation**  
Ces travaux consistent à rapprocher les différentes sources de données afin de s'assurer de leur

cohérence et le cas échéant à identifier les sources d'écart.

Ces diligences pourraient, en partie, s'appuyer sur des éléments existants tels que les travaux menés par le cabinet KPMG. Elles nécessiteront la mise en œuvre de sondages, dont l'étendue sera adaptée en fonction de la pertinence des résultats obtenus.

- Travaux d'analyse

Au-delà de la stricte réconciliation des données, une analyse qualitative de ces données sera réalisée afin de rationaliser les réponses obtenues au regard de données exogènes : cours de l'USD, cours du Baril, niveau de production,...

La mise en œuvre de la démarche proposée nécessite à minima de :

- Revoir les travaux menés par le cabinet KPMG et à ce titre avoir accès à leurs dossiers de travail,

- Prendre connaissance du processus d'établissement des déclarations de production, ,

- Analyser les données financières et physiques de la SNPC relatives à l'activité de valorisation de la production appartenant à la République du Congo,

- Obtenir des autorités concernées l'ensemble des éléments sous-tendant la justification des ressources pétrolières.

### 3. PRINCIPALES PHASES DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Le Conciliateur prévoit l'exécution de sa mission en quatre phases :

**Première phase: La collecte des données** (janvier, février).

Cette phase devrait s'organiser entre la seconde semaine de février et la fin de la première quinzaine de mars, comme suit:

- Approbation de la méthode, et en particulier des questionnaires et modèles de déclaration par le Comité exécutif ITIE (première quinzaine de février)

- Envoi des questionnaires et modèles de déclaration par le Secrétariat administratif du Comité au plus tard le 20 février ;

- Mise en place par le Secrétariat administratif du Comité exécutif d'une cellule de recueil des données législatives, réglementaires et contractuelles (seconde quinzaine de février) et analyse au fur et à mesure des textes par le Conciliateur avec constitution - en tant que de besoin - de groupes de réflexion ad hoc.

- Suivi, par le secrétariat administratif en liaison avec le Conciliateur, du recueil des déclarations et des données statistiques entre le 1<sup>er</sup> et le 15 mars, cette dernière date étant la date ultime de dépôt des réponses.

- Présentation au Comité exécutif des données recueillies vers le 30 mars

**Deuxième phase : l'analyse du processus de mise en place de l'Initiative ITIE sur la plan institutionnel et juridique** (mars - avril 2009)

- Rédaction du rapport : présentation du dispositif institutionnel et juridique, analyse de celui-ci, et recommandations (fin avril)

- **Troisième phase :**  
**l'analyse des données collectées** (mars-avril 2009) :

- Comparaison des résultats de la consultation avec ceux des audits précédents et analyse des écarts: visites, rencontres contradictoires, groupes informels de travail, pour recueil des explications.

Rédaction du rapport comportant, d'une part la présentation des données recueillies, d'autre part l'analyse, les commentaires et les recommandations (dépôt : mi- avril).

**Quatrième phase: La présentation du rapport de synthèse du Conciliateur** Finmai-début juin)

autour des quatre parties suivantes:

- Présentation de la place de l'industrie pétrolière dans l'économie congolaise, et en particulier celle d'un schéma global des flux de paiements effectués par les opérateurs pétroliers et des recettes pétrolières enregistrées par l'Etat et ses démembrements.
- Analyse des résultats de la consultation
- Exposé des principales conclusions et recommandations
- Propositions de méthode en vue de l'élaboration des rapports ultérieurs

**En l'état actuel**, conformément aux termes de référence, le programme de travail couvre la période 2004 2006. Mais pour des raisons de cohérence et de mise en perspective, le Comité exécutif pourrait estimer nécessaire d'étendre celle-ci à l'année 2007.

De même le Comité exécutif pourrait considérer que la question de l'intégration des coûts pétroliers, qui ressort de l'ITIE, signalée par les différents rapports d'audit des cabinets internationaux et qui affecte sérieusement les paiements dus à l'Etat, devrait par suite être ajoutée à la mission du Conciliateur

## **ANNEXE 1 DU RAPPORT DE METHODOLOGIE**

### **RAPPORT PARTICULIER RELATIF A L'ETABLISSEMENT DES MODELES DE DECLARATIONS ET AU RECUEIL DES DONNEES STATISTIQUES<sup>1</sup>**

Ce rapport particulier propose une méthodologie de collecte, de traitement et d'analyse comparée des paiements déclarés par les sociétés pétrolières et de ceux encaissés par l'Etat (ou ses représentants, tels que la SNPC).

Cette méthodologie tient compte, d'une part, des spécificités de la situation congolaise - sur le plan fiscal comme sur le plan institutionnel – et, d'autre part, de l'existence d'un fonds d'études important (et publié) qui s'est constitué depuis 2003 à la demande du gouvernement pour répondre aux exigences de transparence, posées par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

#### **I. LES SPECIFICITES DE LA SITUATION CONGOLAISE**

##### **1.1 Les spécificités fiscales**

1.1.1 La fiscalité pétrolière congolaise a évolué vers une fiscalité de contrat de partage de production: si le partage du « Profit Oil » dépend des prix et non des quantités produites, en

---

<sup>1</sup> Termes de référence, article 3.3, Rapports à présenter, *in fine* : Le conciliateur devra soumettre au Comité Exécutif ITIE pour validation en session du Comité Exécutif quinze (15) jours au plus tard après la signature de son contrat un rapport préliminaire sur la méthodologie à utiliser dans le cadre d'ITIE 2004-2005-2006 au Congo ainsi que les projets de tableaux et formats destinés respectivement à la collecte et au traitement des données.

Les commentaires et avis du Comité Exécutif seront transmis au Conciliateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrables après réception du rapport préliminaire sur la méthodologie, projet d'outils de collecte et traitement des données.

revanche les versements à l'Etat au titre de ces contrats se font pour l'essentiel en nature.

Il en découle que les déclarations des sociétés déclarantes au Comité Exécutif de l'ITIE comporteront une grande partie de données en nature et que les tableaux de synthèse et de centralisation intermédiaires en tiendront compte même si finalement les données seront présentées en monnaie nationale et/ou en dollars des Etats-Unis dans un but de clarté et de compréhensibilité<sup>2</sup>.

1.1.2 Il convient de noter que la majeure partie des versements fiscaux des compagnies opératrices se révèle de manière régulière au travers de « lettres mensuelles de fiscalité » rapportant le 20 du mois suivant, en quantité, la répartition (provisoire) de la production (définitive) opérée dans le mois par catégories de droits (Redevance, Profit Oil Etat - avec des prix fiscaux provisoires -, Excess Oil éventuel) et des prélèvements résultant d'accords commerciaux, et en valeur le règlement de la quote-part compagnie de la PID et de la redevance sur auto-consommation (nette de divers prélèvements et accords commerciaux).

Il en résulte que les questionnaires ITIE adressés aux opérateurs doivent, autant que possible, se calquer sur les informations figurant dans ces lettres mensuelles facilitant ainsi le travail des comptables sur des données anciennes.

## 1.2 La spécificité institutionnelle

Au Congo, comme il en été fait mention ci dessus, une société d'Etat (la SNPC) a entre autres tâches celle spécifique de commercialiser la part de la fiscalité pétrolière revenant en nature à l'Etat.

Du point de vue statistique, une attention particulière doit donc être apportée au questionnaire ITIE que devra renseigner la SNPC. Pour partie, celui-ci pose strictement les mêmes questions que celles posées à un opérateur privé (pour tout ce qui concerne l'activité « pour compte propre » de la SNPC) ; pour le reste, il traite de la commercialisation pour le compte de l'Etat en mettant en lumière les résultats de cette commercialisation<sup>3</sup>.

## II. LE FONDS D'ETUDES EXISTANT ET SON UTILITE POUR LA MISSION DU CONCILIATEUR

En l'absence d'une documentation spécifique préalablement constituée et remise au conciliateur dans le cadre de sa mission, le fonds existant auquel il est fait référence ci-après correspond pour le moment aux seules données disponibles sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB).

### 2.1. Le «Statement I » de KPMG

Le «Statement I», élaboré par KPMG, est disponible trimestriellement depuis 2003 sur le site du MEFB. Il s'agit d'un travail considérable certifié et/ou contrôlé pour toute une série de tableaux annexes détaillant des opérations pétrolières par mois et qualité d'hydrocarbures, factures commerciales, encaissements, cargaisons, préfinancement etc... permettant de construire un tableau équilibré détaillant presque tous les besoins de l'ITIE en matière de fiscalité récurrente du pétrole. En sont exclus les versements non récurrents type Bonus de signature, Redevance superficielle et droits miniers qui seront traités spécifiquement dans notre collecte et dont le poids est très accessoire dans la fiscalité (raison probablement pour laquelle KPMG ne les pas inclus dans les procédures convenues du «Statement» I). En sont également exclus, semble-t-il, les prélèvements non récurrents sur la fiscalité<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Comme disent les traductions internationales d.

<sup>3</sup> Pour ce qui concerne la gestion de parts de l'Etat associé par la SNPC, cela à définir avec la SNPC, et n'a pas été étudié dans ce premier tour de piste

<sup>4</sup> Cf. Annexe III, note 3 du «Statement 2»«.

Le «Statement I» est directement utilisable pour analyser et expliquer les écarts. On trouve, en effet, dans ses annexes et dans sa base, les éléments essentiels sur la commercialisation par la SNPC : les commissions perçues, les prépaiements cargaisons et financiers, les frais et divers écarts de valorisation, d'encaissement et sur matières, les saisies par les fonds vautours. Les résultats figurant au «Statement I» et dans ses annexes permettront également de remplir le questionnaire intermédiaire de centralisation ITIE proposé au paragraphe 3 ci-après. Ce questionnaire intermédiaire, présenté sous forme d'un tableau, doit rendre possible la comparaison des réponses aux questionnaires ITIE (Cf. paragraphe 2 ci-après les modèles de déclaration demandée aux opérateurs pétroliers) avec les données de KPMG telles qu'elles résultent de l'exploitation des lettres mensuelles de fiscalité.

## **2.2. Les autres rapports d'audit, utilisables pour la mission du Conciliateur.**

Il faut citer ici les différents audits et rapports des commissaires aux comptes de la SNPC et de la CORAF, ainsi que les nombreuses études (notamment celle sur la commercialisation) publiées sur le site internet du ministère des finances.

Par rapport à ces travaux qui représentent un fond de références important, la démarche du Conciliateur se situe sur un plan différent : elle consiste conformément aux termes de son mandat, à partir d'actes déclaratifs annuels et définitifs (et non pas des lettres de fiscalité mensuelles et provisoires) des opérateurs pétroliers. Ces actes déclaratifs, dont il est demandé au Conciliateur d'établir le modèle, doivent être élaborés en conformité avec les principes de l'ITIE et en accord avec le Comité exécutif ITIE.

L'établissement de ces modèles de déclaration doit permettre au Conciliateur de confirmer l'évaluation des droits fiscaux de la République congolaise et, par comparaison avec les encaissements du Trésor, d'estimer sur une base nouvelle des écarts qui ont déjà pu être identifiés par KPMG dans ses travaux. Le croisement des résultats de cette méthode avec ceux de KPMG devrait ainsi aboutir à une appréhension plus exacte de la réalité des écarts en gommant ceux d'entre eux qui résulteraient d'un décalage temporel d'une lettre mensuelle à une autre.

## **III LES TABLEAUX ET QUESTIONNAIRES PROPOSES<sup>5</sup>**

Compte tenu des considérations méthodologiques développées ci-dessus, l'architecture des tableaux et questionnaires est la suivante.

Pour les tableaux, on distinguera le Tableau de Rapprochement Final, forme synthétique et claire sous lesquelles seront présentés au grand public les résultats de l'opération et un Tableau intermédiaire de centralisation aux fins de comparaison, de vérification et d'explication des écarts. Ce Tableau intermédiaire pourra être accompagné des commentaires adéquats explicitant la nature des écarts, comme cela est fait actuellement pour le «Statement I». Les questionnaires aux diverses entités découlent directement du Tableau intermédiaire de centralisation

### **3.1. Le Tableau de Rapprochement Final.**

Ce tableau est présenté ci après. Il est divisé en trois parties : les paiements en nature, la commercialisation des paiements en nature, les paiements numéraires. Deux tableaux sont

---

<sup>5</sup> Il est à noter que ces tableaux et questionnaires, bâtis en début de mission, ont déjà été soumis pour premier avis à différentes parties prenantes de l'ITIE, mais qu'au moment de la rédaction de ce rapport, aucun retour concret ne nous est parvenu. Nous les soumettons donc avec le sentiment qu'ils sont éminemment perfectibles et une phase « d'amélioration »/« revalidation » est prévue d'ores et

possibles, l'un valorisé en \$ des Etats Unis, aux fins de comparaison internationale, l'autre en XAF pour être mieux compris dans le pays. Une note de bas de page, à rédiger ultérieurement, précisera que le Conciliateur indépendant a valorisé (en \$, en XAF) les barils versés par les compagnies.

### Présentation du rapprochement

| Paiements en nature (Bbl) à l'Etat, Livraisons à SNPC   |                        | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|------------------------|------|------|------|
| Redevance Minière Proportionnelle                       |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Profit Oil  |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Excess Oil  |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Accords commerciaux, compensations, prélèvements        |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Total , Livraisons à la SNPC                            |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| <b>Commercialisation des paiements en nature (SNPC)</b> |                        |      |      |      |
| Versements de la SNPC                                   |                        |      |      |      |
|   | SNPC                   |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| <b>Paiements en espèces (\$)</b>                        |                        |      |      |      |
| PID et autres éléments récurrents                       |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Dividendes  |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Bonus   |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |
| Redevance superficielle et Droits miniers               |                        |      |      |      |
|   | Compagnies pétrolières |      |      |      |
|   | Etat                   |      |      |      |
|   | Ecart                  |      |      |      |

### 3.2. Le Tableau intermédiaire de centralisation aux fins de comparaison, de vérification et d'explication des écarts.

déjà au chapitre 3.

Ce tableau est le cœur du dispositif ITIE proposé. Il compare encaissements effectifs de l'Etat aux versements déclarés par les compagnies, et pour ce qui est des conséquences des accords commerciaux en volume, il rapproche en barils les déclarations des uns et des autres.

**Tableau de centralisation**

|   |   | 2004       |      |             |
|---|---|------------|------|-------------|
|   |   | Compagnies | Etat | Droits Etat |
| Production du Congo   |   | x          | x    |             |
| Droits de la République commercialisés $(=(T)+(F)-(A)+\delta)$  |   | x          | x    | y           |
| écart   |   |            |      | x-y         |
| FISCALITE Recurrente liée aux permis d'exploitation             | <b>Paiements en nature (Bbl), Livraisons à SNPC</b>                       |            |      |             |
|   | Redevance   | x          | x    | y           |
|   | écart   |            | 0    | x-y         |
|   | Profit Oil  | x          | x    | y           |
|   | écart   |            | 0    | x-y         |
|   | Excess Oil  | x          | x    | y           |
|   | écart   |            | 0    | x-y         |
|   | Accords commerciaux, compensations, prélèvements (A)                      | -x         | -y   |             |
|   | écart   |            | -x+y |             |
|   | Total (Ligne 7 du Stat I, ou All TII ou Somme des lettres opérateurs) (T) | x          | y    |             |
|   | écart   |            | x-y  |             |
|   | <b>Paiements en espèces (\$)</b>  |            |      |             |
|   | Redevance/consommation et autres accords commerciaux                      | x          | t    |             |
|   | écart   |            | x-t  |             |
| PID   | x   | t          | y    |             |
| écart   |   | x-t        | x-y  |             |
| Total fiscalité récurrente des opérateurs en espèces            | x   | t          |      |             |
| Total correspondant en baril (F)                                | x   |            |      |             |
| FISCALITE non Recurrente  | Dividendes  | x          | t    |             |
|   | écart   |            | x-t  |             |
|   | Bonus de signature  | x          | t    |             |
|   | écart   |            | x-t  |             |
|   | Bonus de production   | x          | t    |             |
|   | écart   |            | x-t  |             |
|   | Redevance superficière  | x          | t    |             |
|   | écart   |            | x-t  |             |
|   | Droit miniers   | x          | t    |             |
|   | écart   |            | x-t  |             |
| Total fiscalité pétrolière en espèces                           | x   | t          |      |             |
| écart   |   | x-t        |      |             |
| Commercialisation SNPC  | <b>Commercialisation des paiements en nature (SNPC)</b>                   |            | SNPC | Etat/Trésor |
|   | commercialisation au titre de 2003  | Bbl        | z1   |             |
|   | commercialisation au titre de 2004  | Bbl        | z2   |             |
|   | Total   | Bbl        | z    |             |
|   | Contrevaieur à prix fixés   | XAF        | z'   |             |
|   | Versements à /Encaissements de l'Etat                                     |            | a    | b           |
|   | écart   |            | z'-a | a-b         |
|   | dont frais du mandataires   |            | f    |             |
|   | dont prépaiements   |            | g    |             |
|   | dont cut-off....  |            | h    |             |
|   |   | Compagnies | Etat |             |
| Grand Total fiscalité pétrolière en espèces encaissé par l'Etat |   | x          | t    |             |
| écart   |   |            | x-t  |             |

Le premier cartouche concerne la production et les droits de la République tandis que le deuxième traite la fiscalité récurrente liée aux permis d'exploitation. Sa première colonne résulte de la

totalisation des réponses aux questionnaires, il y a deux colonnes pour l'Etat, l'une donnant les résultats du modèle Fisc FMI, l'autre, pour ordre en ce qui concerne les quantités (puisque les montants ne doivent pas différer de ceux déclarés par les entreprises), sauf éventuellement pour les accords commerciaux. Il est à noter que ces deux premiers cartouches peuvent être remplies en totalité pour ce qui concerne les entreprises à partir des données de l'annexe I du «Statement» I et du Tableau I de son annexe II.

Le troisième cartouche reprend toute la fiscalité non récurrente et de recherche qui n'était pas saisie jusqu'ici dans le «Statement» I.

Le dernier cartouche concerne la commercialisation des droits de l'Etat. Après avoir établi la contre-valeur à prix fixé des barils commercialisés (pour 2004, au titre de 2003 ou 2004) et effectivement payés à la SNPC en 2004, elle montre les versements à l'Etat (du point de vue de la SNPC) et liste les éléments (à compléter bien sur) retenus dans le «Statement» I pour expliquer l'écart entre les cargaisons commercialisées et les encaissements (avec une ventilation au pro rata pour les paiements partiels)<sup>6</sup>.

### 3.3 Les Questionnaires

Les questionnaires découlent très logiquement du tableau intermédiaire de centralisation, chaque type de questionnaire permettant de servir (directement ou par totalisation) une colonne ou une partie de colonne de ce tableau.

#### 3.3.1. Le questionnaire concernant les entreprises pétrolières opératrices, (que ce soit pour leur activité d'exploration ou d'exploitation)

Ce questionnaire est présenté ci-dessous et n'appelle pas d'observation particulière une fois que l'on a compris l'économie du tableau de centralisation dont il est issu, sauf à préciser la nature mixte des déclarations en barils et en espèce où l'opérateur déclare la production totale des permis d'exploitation et la totalité des droits de l'Etat en nature et non sa quote part associée pour ce qui concerne les paiements en nature et sa seule quote part pour les paiements en espèce.

A noter également que la liste des questions comporte, en plus de tous les libellés d'impôts contractuels ou légaux que nous avons identifiés lors de notre mission, une question «ouverte» aux compagnies pétrolières, demandant les « autres versements non listés ci-dessus » effectués lors des périodes sous revue. Dans le livre source de l'EITI, ces versements doivent être déclarés par les compagnies dès lors qu'ils sont significatifs, suivant une des trois définitions quantifiées données à ce qualificatif<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Plus de 0,1% de la production nationale, ou plus de 0,5% de la production d'une compagnie, ou enfin, plus de 10 millions de \$.

## Annexes au rapport du Conciliateur Indépendant

Modèle de Saisie pour une entreprise pétrolière privée nationale ou internationale  
 Questionnaire ITIE  
 A tous les titulaires de permis et opérateurs de la liste

|          |   |                   |                           |
|----------|---|-------------------|---------------------------|
| <b>A</b> | En tant qu'opérateur de permis d'exploitation ou en tant qu'associé<br>quels paiements avez-vous effectué, durant les années 2004-5-6 ?<br>tant pour votre compte que pour vos associés |                   |                           |
|          |   | <b>Cumul 2004</b> | <b>Cumul 2005</b>         |
|          |   | <b>Cumul 2006</b> |                           |
|          | <b>En Nature (Bbl)</b>  | tous permis       |                           |
|          | Redevance   | R1                |                           |
|          | Profit Oil  | R2                |                           |
|          | Excess Oil  | R3                |                           |
|          | Accords commerciaux, compensations, prélèvements  | -R4               |                           |
|          | à détailler éventuellement (ordre du Statment 1, All TI)  |                   |                           |
|          | Garantie/Livraison/Aval Etat/Coraf  |                   | Coûts Yanga-Sendji        |
|          | A.s.C. article 3.4.3 (Droits tiers COP)   |                   | PGA Article 4,6,7,8       |
|          | Centrale à gaz  |                   | Régul CàG Chevron/SNPC .. |
|          | Accord commercial   |                   | ...                       |
|          | Total   | R                 |                           |
|          | <b>En Espèces</b>   |                   |                           |
|          | Redevance/consommation et autres accords commerciaux  |                   |                           |
|          | PID   |                   |                           |
|          | Barils correspondants aux paiements en espèce   |                   |                           |
|          | Redevance/consommation et autres accords commerciaux  | E1                |                           |
|          | PID   | E2                |                           |
|          | Total   | E                 |                           |
|          | Total production opérée en Bbl  | P                 |                           |

|          |   |  |  |
|----------|---|--|--|
| <b>B</b> | En tant que titulaire de permis d'exploitation, de Recherche, ou de concession<br>quels paiements avez-vous effectués durant les années 2004 -5-6<br>(par mois et par permis et cumuls) |  |  |
|          | Dividendes  |  |  |
|          | Bonus de signature  |  |  |
|          | Bonus de production   |  |  |
|          | Redevance superficiaire   |  |  |
|          | Droit miniers   |  |  |
|          | Autres versements non listés ci-dessus  |  |  |

### 3.3.2. Le questionnaire Etat

Le questionnaire se présente sous deux formes différentes selon la nature de la fonction exercée par le service concerné de l'administration: le Trésor (et plus exactement la Comptabilité publique), et la Direction générale des Hydrocarbures.

- Pour la Direction générale des hydrocarbures, il est demandé de renseigner le tableau suivant :

**Modèle de Saisie pour l'Etat Congolais Questionnaire IT1E**

|   |  | 2004          |        |
|---|--|---------------|--------|
|   |  | Etat          | Droits |
| Production du Congo   |  |               | x      |
| Droits de la République commercialisés (=T)+(FHA)             |  | x             | y      |
| FISCALITE Récurrente liées aux permis d'exploitation <0<br>TJ | Paiements en nature (Bbl), Livraisons à SNPC   |               |        |
|   | Redevance  | x             | y      |
|   | Profit Qil   | x             | y      |
|   | Excess Oil   | x             | y      |
|   | Accords commerciaux, compensations, prélèvements (A)                                     |               | -y     |
|   | Total (Ligne 7 du Stat I ou All TII ou Somme des lettres opérateurs) (T)                 |               | y      |
|   | Paiements en espèces (\$)  |               |        |
|   | Redevance/ consommation et autres accords commerciaux                                    |               | t      |
|   | PID  | t             | y=x    |
|   | Total fiscalité récurrente des opérateurs en espèces<br>Total correspondant en baril (F) |               | t      |
| FISCALITE non récurrente                                      | Dividendes   |               | t      |
|   | Bonus de signature   |               | t      |
|   | Bonus de production  |               | t      |
|   | Redevance superficière   |               | t      |
|   | Droit miniers  |               | t      |
| Total fiscalité pétrolière en espèces écart                   |  |               | t      |
| Commercialisation SNPC  | Commercialisation des paiements en nature (SNPC)   | Etat / Trésor |        |
|   | commercialisation au titre de 2004   | Bbl           |        |
|   | commercialisation au titre de 2005   | Bbl           |        |
|   | commercialisation au titre de 2006   | Bbl           |        |
|   | Total<br>Contre valeur à prix fixés  | Bbl<br>XAF    | b      |

- *Pour les services comptables (Trésor) : en complément du tableau précédent, il est demandé à ces services de compléter le tableau comptable qui suit. Il s'agit en effet, ligne par ligne et pour chacune des trois années de la période 2004 -2006, de relever dans la comptabilité les encaissements réellement effectués au titre des opérations sus- indiquées.*

Au titre de l'année X :

| A.- Dividendes versés par les opérateurs pétroliers  | Montant | Numéro de nomenclature |
|--|---------|------------------------|
| - Bonus versé par les opérateurs pétroliers  |         |                        |
| - Redevance superficière   |         |                        |
| - Droits miniers   |         |                        |
| - Redevances / consommation / contrats commerciaux   |         |                        |
| - Total A  |         |                        |
| B – Produits versés par la SNPC au titre de la commercialisation de la part de la production revenant à l'Etat |         |                        |
| Redevances versées par la SNPC   |         |                        |
| Profit Oil versé par la SNPC   |         |                        |
| Excess Oil versé par la SNPC   |         |                        |
| Recettes versées par SNPC / accords commerciaux, compensations, prélèvements                                   |         |                        |
| Total B  |         |                        |
| C – Total A+ B   |         |                        |

### 3.3.2. Le questionnaire SNPC.

La SNPC étant dans la position spécifique d'un opérateur chargé de la commercialisation de la production de pétrole revenant à l'Etat, un questionnaire particulier, tenant compte de cette fonction qui lui est propre, lui sera adressé. Ce questionnaire est l'objet de l'annexe 2 qui suit.

## IV. LES MODALITES DE COLLECTE DES DONNEES,

Compte tenu des délais impartis pour l'exécution de la mission - *et sous réserve de l'acceptation par le Comité exécutif de la méthodologie proposée (avec ou sans amendement)* -, la collecte des données donnera lieu à la mise en place d'un dispositif de supervision léger de l'envoi des questionnaires : le Comité exécutif ITIE, par l'intermédiaire de son secrétariat administratif, assurera la charge matérielle de ces envois et du suivi de la consultation auprès de l'ensemble des

parties prenantes (Etat et opérateurs industriels). En effet, s'il y a aujourd'hui au Congo 41 permis de recherche ou d'exploitation, il n'y a, compte tenu des multi-titulaires, que 17 entreprises de l'amont pétrolier entrant dans le champ de l'ITIE, et seulement 6 ou 7 opérateurs/associés dont l'activité est susceptible de générer des droits au profit de l'Etat. Il conviendra toutefois, lors de cette phase de collecte des données, que le secrétariat administratif prévoit des relances périodiques auprès des opérateurs et des administrations et qu'il soit par ailleurs en mesure de fournir des explications sur la manière de renseigner les questionnaires.

En ce qui concerne la centralisation des réponses aux questionnaires, celle-ci sera matériellement assurée par le secrétariat administratif du Comité ITIE, l'exploitation de ces réponses étant naturellement faite par le Conciliateur en liaison avec le Comité. Il n'est sans doute pas inutile à ce propos de donner à ce stade quelques indications sur la manière dont les tableaux pourront être établis:

- *en ce qui concerne les deux premiers cartouches « fiscalité dite récurrente »,*
  - le Conciliateur procédera à la réconciliation des données fournies par les déclarations fournies par les opérateurs avec celles fournies dans le Statement I de KPMG pour les années 2004 à 2006.
  - si les écarts sont inférieurs à la marge indiquée par le Livre Source ITIE, il est raisonnable de considérer que les ventilations mensuelles et par qualité de brut des résultats KPMG sont valables, et que le Comité exécutif dispose ainsi d'une base de données quasi déclarative vérifiée au niveau agrégé. C'est au niveau désagrégé que sera, si besoin est, recherchée l'explication des écarts globaux qui pourraient apparaître entre les réponses de l'Etat et celles des entreprises. Si a contrario les écarts constatés s'avéraient supérieurs à la marge indiquée dans le livre source ITIE, il conviendrait de revenir vers les opérateurs et leur demander des déclarations plus détaillées (en matière de durée et de qualité des bruts).
- *en ce qui concerne le cartouche « Fiscalité non récurrente »,* les informations demandées seront obtenus en totalisant les 17 questionnaires d'entreprises

## (ANNEXE 2 DU RAPPORT DE METHODOLOGIE)

### **RAPPORT PARTICULIER RELATIF A LA COMPTABILISATION PAR LA SNPC DES DONNEES D'ENTREE ET DE SORTIE DES DROITS PETROLIERS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO**

**I** Compte tenu de la variété des fonctions exercées par la SNPC, le questionnaire qui la concerne et qui est présenté sous la forme du tableau donné en pièce jointe, devra être précisé en concertation avec cette société.

Un questionnaire particulier sur l'activité de la CORAF sera établi si le Comité exécutif le juge utile.

**II.** En complément de ce tableau, il est demandé à la SNPC de fournir les renseignements suivants :

- Activités de production et d'exploitation en propre : indications chiffrées annuelles en volume et en valeur pour la période 2003 – 2007, avec mention pour les données en valeur du prix de référence pris en compte.

- Pour la période 2004 2006, établissement d'une note détaillée décrivant en volume, année par année, les droits pétroliers de la République du Congo transférés à la SNPC pour être commercialisés

- Etablissement d'une note récapitulative, année par année (pour la période 2004 2006), du total des versements effectués au Trésor congolais par la SNPC, en distinguant chaque fois :

1/ Les versements exclusivement imputables à la commercialisation des droits de l'Etat,

2/ Les versements imputables à un autre fait générateur (dividendes, impôts, etc)

- Etablissement d'une note d'information sur l'évolution du prix du Brent depuis 2003, sur l'évolution du prix de commercialisation du baril par la SNPC d'autre part (période à couvrir : 2003-2008)

**III** Afin de pouvoir recouper sa démarche avec l'audit des comptes réalisé par KPMG, le Conciliateur prévoir l'intervention d'un expert comptable, notamment pour effectuer les tâches suivantes :

- L'examen de la méthode retenue pour la certification des comptes par les cabinets d'audit, et le cas échéant - pour les exercices non certifiés – l'examen des comptes de la société.

- La vérification par sondage de certains postes, en particulier l'examen des provisions, des dotations aux amortissements, des investissements, etc.

- L'analyse de la méthode de valorisation des quantités commercialisées

**IV** En attendant, il est demandé de fournir au Conciliateur :

- Les statuts et textes régissant les activités de la SNPC (notamment les conventions liant la SNPC ou ses filiales, à l'Etat).
- Les rapports d'activité des commissaires aux comptes et la totalité des documents «légaux» (bilans, comptes de résultats, rapports aux assemblées générales, rapports spéciaux sur les conventions réglementées) pour les quatre années 2004 à 2007.
- La liste des permis de recherche ou d'exploitation attribués à la SNPC en propre ou comme partenaire associé à un autre opérateur.

**Modèle de Saisie pour la SNPC  
Questionnaire ITIE**

|  |     |         |
|--|-----|---------|
|  |     | 2004    |
| <b>Commercialisation des paiements en nature à l'Etat</b>                                    |     | SNPC    |
| Total  | Bbl | z       |
| Contrevaleur à prix fixés  | XAF | z'      |
| Versements à l'Etat  | XAF | a       |
| écart  |     | z'-a    |
| dont frais du mandataire   |     | f       |
| dont prépaiements  |     | g       |
| dont cut-off....   |     | h       |
| <b>Versement au titre de l'activité pour compte propre (XAF)</b>                             |     |         |
| <b>En Nature (Bbl)</b>   |     |         |
| Redevance  |     | R1      |
| Profit Oil   |     | R2      |
| Excess Oil   |     | R3      |
| Accords commerciaux, prélèvements<br>à détailler éventuellement (à priori concerne peu SNPC) |     | -R4     |
| Total  |     | R       |
| <b>En Espèces</b>  |     |         |
| Redevance/consommation et autres accords commerciaux<br>PID                                  |     |         |
| Barils correspondants aux paiements en espèce  |     |         |
| Redevance/consommation et autres accords commerciaux<br>PID                                  |     | E1      |
| Total  |     | E2      |
|  |     | E       |
| Total production en Bbl  |     | P = R+E |
| <b>Autres paiements en espèce</b>  |     |         |
| Impôt sur société  |     | x       |
| Dividendes   |     | x       |
| Bonus de signature   |     | x       |
| Bonus de production  |     | x       |
| Redevance superficière   |     | x       |
| Droit miniers  |     | x       |
| Grand Total fiscalité pétrolière en espèces  |     | x       |

## ANNEXE 3 DU RAPPORT DE METHODOLOGIE

### RAPPORT PARTICULIER RELATIF AUX REGLES ET PROCEDURES POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES PAIEMENTS ET LES RECETTES

La dimension juridique, institutionnelle et fiscale est première chronologiquement, car il n'y a paiements et recettes dans le secteur pétrolier que s'il existe des obligations de paiement fondées sur la loi, et des institutions mettant en œuvre des procédures de paiement et les recettes, également fondées sur la loi et un ordonnancement juridique complet et cohérent. Si la dimension financière et économique - statistique est fondamentale, elle n'intervient que parce l'obligation de payer et de recevoir est fixée par la loi et ensuite de cette obligation, quitte à ce que les leçons tirées de l'analyse économique/financière conduisent à modifier la loi.

Plus particulièrement le Conciliateur s'attachera ainsi à dégager les éléments juridiques institutionnels et fiscaux ayant une incidence sur les paiements.

#### I LA COLLECTE DES DONNEES JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS DES PRESTATIONS DU CONCILIATEUR

Conformément aux TDR, il est entendu que la supervision de la collecte des données (paiement et recettes) se fera à partir de modèles types de déclaration. La conception des formats et des modèles types adaptera aux lois et règlements en vigueur au Congo, les voies tracées par le Livre Source de l'Initiative et par le Guide des Entreprises ITIE, et rassemblera les éléments juridiques fondant en droit et sur lesquels s'articuleront les aspects économiques, statistiques, et comptables de la mission du Conciliateur:

Il est demandé au Conciliateur, dans la partie «légale»<sup>8</sup>, c'est-à-dire juridique à laquelle on assimile l'«institutionnel», d'intégrer les données collectées dans cette matière et de faire les analyses, commentaires et recommandations sur le respect des règles et procédures dans la partie réglementaire et contractuelle.

Pour établir les obligations de versements de l'ensemble des partenaires du secteur pétrolier au profit de l'Etat, le Conciliateur commencera par la collecte de l'ensemble des données juridiques et institutionnelles résultant en obligations ou en procédures à suivre, pour les opérateurs du secteur d'abord, pour l'Etat ensuite.

##### 1.1. Le champ de la collecte des données en vue de l'établissement exact des obligations de paiement.

En effet les termes de références demandent de «vérifier la régularité de l'ensemble des procédures et des règles applicables qui peuvent avoir une incidence sur les paiements». Ce qui suppose évidemment de connaître les règles applicables. Le Conciliateur devra donc dans un premier temps collecter les différents textes dans lesquels ces procédures et règles sont formulées ou susceptibles d'être formulées, vérifier leur pertinence à la matière de l'ITIE,

---

<sup>8</sup>

Le terme «légale» utilisé à l'origine, est en fait une reproduction littérale du terme anglais, dont la traduction exacte est «juridique». Le terme «partie juridique» peut être employé seul mais on ajoutera pour la clarté de l'exposé et du rapport le terme «institutionnel» qui implique les procédures suivies par les institutions. On utilisera alternativement la notion de cadre ou de fondement « législatif » (qui ressort de la loi) « réglementaire » (décrets, arrêtés, circulaires) et « contractuel. »<sup>8</sup>

s'assurer de leur applicabilité pour chaque type de contrat, avant de voir leur application effective (voir sur ce point les parties économique et statistique)

La collecte de textes se fera d'abord sur les textes cités dans les termes de références et toujours en vigueur, en sélectionnant tous les éléments qu'ils contiennent concernant les paiements de redevances, droits et taxes de toute nature, dus par les opérateurs pétroliers. De façon générale, la recherche s'établira sur tous les documents dont l'examen permettrait ou pourrait permettre la fixation des obligations de paiement, les droits de la République et les contrôles sur ces paiements.

Cette collecte se fera en parallèle à l'exploitation des documents figurant déjà sur le site du MEFB.

La recherche se fera à partir des sources juridiques suivantes, en respectant d'abord la hiérarchie des normes juridiques, puis en regroupant les textes juridiques<sup>9</sup> et institutionnels par leur objet. On regroupera ainsi les textes juridiques et institutionnels d'abord en deux grandes séries de règles :

- celles qui imposent des obligations aux sociétés pétrolières;
- celles qui créent, organisent et fixent des obligations aux institutions étatiques ou para-étatiques, c'est-à-dire le cadre institutionnel et les procédures que les institutions doivent faire suivre pour la réalisation des paiements, et suivre pour l'encaissement des recettes. On classera ces règles par «famille» d'acteurs du processus paiement- recette, (Etat et ses démembrements directs que sont :
  - les ministères concernés (finances et hydrocarbures) ainsi que les services concernés de ces ministères (Direction générale des hydrocarbures, Division pétrole du ministère des finances, Trésor, DGI,
  - les autres organes de l'Etat comme la Cour des comptes ou d'éventuels autres organes de contrôle,
  - les mandataires financiers comme la BEAC ou les banques privées de l'Etat par lesquelles transitent les recettes pétrolières,
  - le mandataire de l'Etat dans le secteur qu'est la SNPC

Des schémas permettront de mieux visualiser à travers les institutions et organes responsables de visualiser le processus de paiement – recette.

Le premier type de classement qui n'est pas exclusif des autres classements, au contraire, se fera en fonctions de la hiérarchie des normes juridiques : loi, décrets et arrêtés (règlements) et conventions. Ce type de classement permet de s'assurer de la cohérence et de la légalité des textes subordonnés.

## **1.2. La collecte des données juridiques selon la hiérarchie des normes**

### **1.2.1. Les sources issues des textes de niveau législatif**

On recherchera la mesure exacte des obligations «légales» de paiement dans les textes législatifs suivants:

- La loi 24-94 du 23 Août 1994 portant Code des Hydrocarbures
- Le cadre fiscal complémentaire à la législation pétrolière, résultant de la législation fiscale générale et des règles fiscales spécifiques au secteur et contenues dans les textes législatifs et conventionnels (y inclus la consultation de la DGI).

S'agissant du code des hydrocarbures, on sélectionnera les dispositions pertinentes à l'ITIE, et

---

<sup>9</sup> Dans le présent rapport, le terme «juridique» inclura également la notion de fiscalité et donc le terme « fiscal »

son Titre X « Régime Fiscal et Douanier », notamment celles portant sur les paiements dus pour :

- le paiement à l'Etat d'un bonus (droit d'entrée), non récupérable, fixé dans le décret attributif du permis d'obtention d'un permis de recherche fixant son montant ;
- le paiement le cas échéant d'un bonus de production
- le profit Oil ;
- l'effet du seuil de prix haut
- l'Excess Oil
- l'articulation des règles de l'impôt sur les sociétés (IS) du code des hydrocarbures sur les clauses des CPP, comme le rappellent les termes de référence du Conciliateur, «*la société pétrolière paie l'impôt sur le bénéfice*», alors que les CPP stipulent que l'IS est intégré dans le Profit Oil. Cet impôt se calcule selon des modalités définies par l'Article 50 du Code des Hydrocarbures et qui prennent en compte un prix de cession officiel variant avec les types d'hydrocarbures et fixé en concertation avec les sociétés productrices.
- les règles ayant une incidence sur les paiements dus et les cas éventuels de consolidation des pertes et profits entre permis de recherche, distincts, lorsque des autorisations législatives ont été données par le Parlement (technologie très onéreuse, difficultés de zone exceptionnelles).
- la provision pour investissement diversifié (PID)
- la redevance minière proportionnelle.

On s'assurera que les règles fiscales ci-dessus sont bien visées par le code des hydrocarbures et si tel n'est pas le cas, on recherchera la source de ces règles et on établira un rapprochement entre le code des hydrocarbures et les obligations de paiement qui ne sont prévues que dans les contrats de partage de production (CPP).

On recherchera également, si elles existent et leur mesure exacte, les obligations «légales» de paiement qui pourraient se trouver dans :

- Le Code général des impôts du Congo, mis à jour des dispositions de la loi n°2008-05 du 15 février 2008 portant loi de finances pour 2008 et également les conventions fiscales en vigueur au Congo
- Les textes législatifs concernant des sociétés ou institutions et ayant une incidence sur les paiements et recettes, comme la loi portant création de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC)
- Les différents textes législatifs concernant les finances publiques, le budget de l'Etat, les lois de finances pour les années considérées.

On vérifiera l'incidence que peut avoir l'ITIE sur l'applicabilité éventuelle des règles d'assiette, de recouvrement, de contrôle, de sanction, de prescription et de contentieux, régies par la législation fiscale en vigueur, sauf dispositions particulières du Code des Hydrocarbures.

#### 1.2 2 Les sources issues des textes de niveau réglementaire

Le conciliateur recherchera également les règles relatives au paiement et recettes pétrolières et qui pourraient se trouver dans :

- Le ou les décrets ou les autres textes réglementaires fixant la classification des produits pétroliers et la méthodologie de détermination des prix des produits pétroliers.
- Le ou les décrets ou autres textes réglementaires fixant le taux et les règles de perception, de recouvrement et de gestion de la redevance superficielle, ainsi que des règles du Titre XI « Redevance Superficielle » du Code des Hydrocarbures.
- Les textes réglementaires concernant des sociétés ou institutions et ayant une incidence sur les paiements et recettes, comme les textes d'application de la loi portant création de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) et les textes réglementaires concernant ses filiales.

Tout ceci n'exclut nullement l'examen de tout autre texte réglementaire pertinent à la matière de l'ITIE que le conciliateur pourrait découvrir à l'occasion de l'examen des textes cités dans la présente note.

Le conciliateur vérifiera l'articulation et la cohérence de ces normes réglementaires avec les textes législatifs visés ci-dessus.

#### 1.2.3. Les sources issues des textes de niveau conventionnel

Ces dispositions seront vues en contrepoint des dispositions fiscales des CPP qui ont également valeur législative puisque les CPP sont approuvés par une loi. La définition de l'obligation juridique de paiement tiendra compte de l'effet du code des hydrocarbures qui prévoit qu'en cas de conflit entre la loi qui porte Code et d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables «à la prospection, la recherche, l'exploitation et le transport des hydrocarbures», prévalent les dispositions du code et de ses textes d'application.

Et s'agissant d'éléments de nature contractuelle seront recherchés et examinés:

- Les titres tels que définis Code des Hydrocarbures, comme les autorisations de prospection, permis de recherche, permis d'exploitation,
- Plus spécifiquement, les contrats de partage de production passés entre l'Etat et les sociétés pétrolières, et approuvés par une loi.

Les conventions d'établissement par ELF et AGIP tel que ces conventions ont évolué dans le temps (et donc ces conventions consolidées avec leurs avenants)

Le Conciliateur vérifiera l'articulation et la cohérence de ces normes avec les normes législatives et réglementaires visées ci-dessus.

#### 1.2.4 Les sources issues d'actes ou documents obligatoires, aux termes de textes législatifs, ou réglementaires

Sachant que depuis 1998, les sociétés anonymes sont tenues de déposer au greffe du tribunal de commerce, le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM), dans le mois qui suit leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, les états financiers de synthèse, à savoir le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois et l'état annexé de l'exercice écoulé, on s'assurera de ces données contenues dans ces déclarations établies par les opérateurs pétroliers. Ces déclarations sont désormais obligatoires aux termes du droit OHADA et notamment de l'article 269 de l'Acte Uniforme sur le Droit des Sociétés (AUDSGIE) et leur non respect est même sanctionné pénalement.

On s'assurera également des :

- rapports annuels des Commissaires aux comptes des sociétés pétrolières
- et des rapports éventuels sur les conventions réglementées.

Les rapports mensuels du bureau Véritas, seront aussi, si cela est possible, collectés et exploités en vue d'un rapprochement dans la mesure où ces rapports traitent des quantités exportés et dans la mesure où ils n'ont pas déjà été exploités aux fins de rapprochement comme sources de données par les certifications du cabinet KPMG

#### 1.2.5. La collecte de documents, rapports émanant d'organismes de contrôle comme source d'information.

Le Conciliateur vérifiera les textes qui permettent le contrôle de la gestion financière et comptable des établissements publics et, par conséquent, le contrôle de la SNPC, que peut effectuer la Cour des comptes et de discipline budgétaire

Le conciliateur recherchera aussi d'éventuels éléments pour exploitation, résultant de contrôles a posteriori effectués par la Cour des comptes et concernant les paiements et recettes dans le

secteur.

Il vérifiera à cet égard :

- la mise en œuvre éventuelle des lois portant organisation du Pouvoir Judiciaire, en ce qui concerne la Cour des Comptes,
- ainsi que les contrôles qui ont pu être réalisés sur le fondement de la loi du 21 avril 1983 portant code de procédure civile, commerciale, administrative et financière au Congo. Pour mémoire et cela importe pour la matière de l'ITIE, ces contrôles peuvent porter sur:
  - o L'examen des documents comptables
  - o L'analyse des rapports des Commissaires aux comptes
- Et les rapports que sont
  - o le Rapport public annuel
  - o ou les rapports qui peuvent être établis par la Cour des Comptes comme le rapport d'audit relatif aux excédents pétroliers,
  - o l'Audit du compte de stabilisation qui retracerait ces recettes supplémentaires
  - o l'audit annuel de la Cour des Comptes et de Discipline budgétaire auquel serait soumis le compte de stabilisation de la Banque Centrale où sont déposées les recettes complémentaires

#### 1.2.6. Les lois de règlement

S'agissant de textes législatifs qui ne fixent pas des obligations de paiement, comme envisagé au point 1.2.1. ci-dessus, mais permettent de valider les recettes de l'Etat, on rappellera que la première catégorie de source et celle dont la valeur juridique est la plus élevée, est la loi de règlement. La loi de règlement arrête, après la fin de l'exercice budgétaire, le montant définitif des dépenses et des recettes de l'Etat, ratifie les opérations réglementaires ayant affecté l'exécution du budget, fixe le résultat budgétaire et décrit les opérations de trésorerie. La loi de règlement, document comptable validant l'exécution du budget préparé par la Cour des Comptes, est approuvée par le Parlement, ce qui lui confère une double légitimité qui allie l'autorité du judiciaire à celui du législateur.

Le conciliateur recherchera si les lois de règlement ont été adoptées pour les années considérées (2004 à 2006) et en tirera les conséquences.

## **II L'EXPLOITATION DES DOCUMENTS COLLECTES**

### **2.1. Le constat des règles**

Le Conciliateur, outre ce qu'il est dit au point 1.1. ci-dessus, dressera un dossier comprenant toutes les règles applicables, qu'il s'agisse de règles de procédure ou de règles de fonds sur les paiements dus.

Il reprendra par fiche, les éléments utiles des documents collectés et décrira les éléments de droit pertinents applicables aux paiements et la procédure à suivre pour les paiements (lettres de fiscalité) par permis, et par opérateurs. Le Conciliateur extraira ainsi des textes collectés les éléments/fiches qu'il rassemblera dans un document devant servir de cadre juridique à ses experts économiste, statisticien, comptables public et privé, et ceci pour chacun des contrats liant les opérateurs et leurs associés au sein de chacun des groupes «contracteurs».

Un premier classement, intégrant l'analyse des sources juridiques, sera établi selon qu'il s'agit de concessions (cas résiduels) ou de CPP.

Pour ce faire, le Conciliateur examinera l'architecture, la hiérarchie et l'articulation des textes en ce qu'ils influent sur les paiements et les recettes pétrolières.

Le Conciliateur, de tous les documents juridiques et fiscaux recueillis, fera une analyse de l'existant et des recommandations tenant à la transparence, la traçabilité, l'efficacité et l'effectivité des règles, recommandations sur le court, moyen et long terme, en vue d'assurer une parfaite adéquation entre paiement et recettes pétrolières.

Les sociétés pétrolières à prendre en compte sont celles qui disposent d'un titre minier, que ce soit en phase d'exploration ou en phase d'exploitation. On reprendra les noms de ces sociétés, indiqués dans les termes de références avec les références des domaines miniers, selon qu'il s'agit d'un permis d'exploitation ou d'un permis de recherche.

## **2.2. . La vérification du respect des règles**

### 2.2.1. La vérification du respect des règles de procédures

Si l'établissement de règles procédurales et leur respect sont à la fois un élément et une condition de la transparence, il s'ensuivra que le Conciliateur recherchera dans les textes collectés les règles fixant les procédures qui doivent être suivies relativement au paiement et à l'encaissement des recettes pétrolières. La vérification des procédures résulte tant :

- des règles de la comptabilité privée comme l'Acte uniforme OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, Acte adopté le 22 février 2000
- que des règles du droit commercial comme le dépôt au registre du commerce des états financiers de synthèse (voir plus haut sur ce point)
- que des règles de la comptabilité publique
- des règles procédurales qui peuvent tout aussi bien provenir de textes ( des décrets) relatifs aux attributions du Ministre en charge des hydrocarbures, ou aux attributions du Ministre de l'économie, des finances et du budget, ou encore de certaines de leurs directions.

### 2.2.2.. La recherche dans les textes collectés des règles portant sur le respect des obligations de paiement

Pour les sociétés pétrolières, le respect de ces obligations de paiement sera vu pour chacun(e) des :

- Permis de recherche dans le régime de Contrat de Partage de Production.
- Concessions régies par le régime de la Convention d'Etablissement.
- Permis d'exploitation dans le cadre des Contrats de Partage de Production.

Le Conciliateur fera ressortir les règles pertinentes pour la conciliation et résultant des divers documents collectés. Il en fera les analyses, commentaires et recommandations sur le respect des règles et procédures dans la partie réglementaire et contractuelle, s'agissant notamment:

- L'acquiescement par les investisseurs de droits tels que le bonus de signature, les redevances superficielles, les fonds de vérification, les fonds de formation et des fonds sociaux.
- Pour ce qui est de la phase d'exploitation, le Conciliateur tiendra compte de l'effet et de la portée de la déduction du Cost Oil auquel a droit la société pétrolière, comme l'indique les termes de références et quelque soit la nature du titre minier, au moment de la valorisation de la ressource extraite, qui se traduit par une attribution à son égard d'une part de la production pour rembourser les coûts de la production et des opérations.
- Le Conciliateur fera ressortir dans ses constats, contrat par contrat, les paiements dus, nés du ou liés au Profit Oil, production restante partagée entre la République et la société pétrolière, en fonction de la clé de répartition convenue dans le cadre de chacun des contrats pétroliers.
- l'impôt sur le bénéficiaire, de même que quelques taxes que les sociétés pétrolières doivent acquitter, et les supports légaux (lois et/ou contrats) de ces impôts, droits et taxes.

### 2.2.3. La recherche du respect des règles en ce qui concerne la SNPC

La SNPC a pour particularité, en amont, d'encaisser des paiements pour le compte de l'Etat et, en aval, de régler ces paiements à l'Etat.

Le Conciliateur vérifiera les règles sur lesquelles sont fondés les impôts et droits dus et

correspondant aux titres de participation de la société nationale (SNPC) dans les consortia opérateurs, impôts et droits dus du fait des dividendes reçus au titre de sa participation dans l'actionnariat de certaines filiales des sociétés opératrices.

De même, le Conciliateur, recherchera et fera ressortir les règles issues des textes réglementaires ou conventionnels fixées dans les contrats établis par la Congolaise de Raffinage (CORAF). (Les éléments collectés dont il s'agit seront ceux dont les obligations portent sur les années 2004, 2005 et 2006).

Le Conciliateur prendra en compte celles des sociétés pétrolières qui sont opérateurs sur un titre minier que ce soit en phase d'exploration ou en phase d'exploitation, selon la liste des opérateurs, donnée dans les termes de références.

#### 2.2.4. La recherche dans les textes collectés des règles régissant les recettes et encaissements de l'Etat.

S'agissant de la vérification vue sur les comptes de l'Etat, Le Conciliateur considérera les règles concernant :

- les recettes reçues de la part de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) relatives à la valorisation de la ressource (vente des hydrocarbures appartenant à l'Etat),
- les dividendes à recevoir en tant que Actionnaire unique de la SNPC,
- la fiscalité provenant des sociétés opératrices,
- les conséquences des accords commerciaux avec les sociétés opératrices,
- la redevance minière proportionnelle,
- les bonus, taxes et redevances diverses perçues par les Ministères en charge des Finances, des Hydrocarbures, des Mines et de la Géologie et de l'Environnement.
- les produits financiers liés à la redevance minière proportionnelle aux bonus, taxes et redevances diverses perçus par les Ministères en charge des finances, des hydrocarbures, ainsi que les mines de la géologie et de l'environnement.
- 

### **III. ACCORDS DE CONFIDENTIALITE ET FINALISATION DES TRAVAUX DU CONCILIATEUR SUR LES ASPECTS JURIDIQUES**

Avant la collecte des données, en tant que de besoin, le Conciliateur rédigera, proposera et conclura des accords de confidentialité avec les parties concernées y compris la BEAC, accords qui pourraient être rendus nécessaires selon les termes de référence, du fait des transactions financières relatives aux paiements et aux recettes pétrolières, objet de la collecte des données. Ces accords de confidentialité, s'agissant des sociétés pétrolières, devront être négociés et pourront s'inspirer des accords déjà signés avec le gouvernement.

En complément des dossiers et rapports envisagés aux points 1 et 2 ci-dessus et au cours des travaux de la conciliation, le Consultant établira :

- Un relevé des sociétés administrations et personnalités de la société civile contactée.
- Un état de la documentation collectée auprès des diverses parties prenantes et intervenantes à quelque titre que ce soit
- Un mémorandum des difficultés rencontrées et des solutions envisagées ou trouvées pendant cette période préparatoire.

## **ANNEXE 2**

### **ANALYSE DE L'INCIDENCE DU POIDS DES COUTS ET PRELEVEMENTS SUR LES DROITS ET RECETTES DE LA REPUBLIQUE**

Annexes au rapport du Conciliateur Indépendant

| An née 2004  | Droit s RC    | Coût s Imputés CORAF | Coûts Imputés SNPC | Total coûts  | Ecart s sur matières | Ecart s sur encaiss. | Ecart s de valorisation | Total écarts | Ajustement s convenus | Total Ecart s+ Ajustement s | Encaissement s prévus hors écarts et ajustement s | Encaissement s prévus nets | Encaissement s (relevés Trésor) | Encaissement s Décalages temporels |
|--------------|---------------|----------------------|--------------------|--------------|----------------------|----------------------|-------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------------|---|----------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| <b>1 T</b>   | 119,31        | 0,10                 | 2,77               | <b>2,87</b>  | -1,63                | 1,77                 | -0,46                   | <b>-0,32</b> | 13,16                 | <b>12,84</b>                | 89,00   | 76,16                      | 69,8                            | <b>6,36</b>                        |
| <b>2 T</b>   | 153,86        | 00                   | 2,93               | <b>2,93</b>  | 4,18                 | -0,9                 | 9,98                    | <b>13,26</b> | 17,56                 | <b>30,82</b>                | 127,79  | 96,97                      | 98,13                           | <b>-1,16</b>                       |
| <b>3 T</b>   | 184,47        | 00                   | 3,72               | <b>3,72</b>  | 2,64                 | 0,12                 | 10,47                   | <b>13,23</b> | 7,42                  | <b>20,65</b>                | 145,83  | 125,18                     | 116,35                          | <b>8,83</b>                        |
| <b>4 T</b>   | 178,34        | 00                   | 4,11               | <b>4,11</b>  | 0,57                 | 0,03                 | 14,99                   | <b>15,53</b> | 6,08                  | <b>21,61</b>                | 180,79  | 159,18                     | 139,79                          | <b>19,39</b>                       |
| <b>Total</b> | <b>635,98</b> | <b>0,10</b>          | <b>13,53</b>       | <b>13,63</b> | <b>5,76</b>          | <b>0,96</b>          | <b>34,98</b>            | <b>41,70</b> | <b>44,22</b>          | <b>85,92</b>                | <b>543,41</b>                                     | <b>457,49</b>              | <b>424,07</b>                   | <b>33,42</b>                       |

| Année 2004   | Droits RC     | Coûts Imputés CORAF | Coûts Imputés SNPC | Total coûts  | Ecart s sur matières | Ecart s sur encaiss. | Ecart s de valorisation | Total écarts | Ajustement s convenus | Total Ecart s+ Ajustement s | Encaissement s prévus hors écarts et ajustement s | Encaissement s prévus nets | Encaissement s (relevés Trésor) | Encaissement s Décalages temporels |
|--------------|---------------|---------------------|--------------------|--------------|----------------------|----------------------|-------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------------|---|----------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| <b>1 T</b>   | 119,31        | 0,10                | 2,77               | <b>2,87</b>  | -1,63                | 1,77                 | -0,46                   | <b>-0,32</b> | 13,16                 | <b>12,84</b>                | 89,00   | 76,16                      | 69,8                            | <b>6,36</b>                        |
| <b>2 T</b>   | 153,86        | 00                  | 2,93               | <b>2,93</b>  | 4,18                 | -0,9                 | 9,98                    | <b>13,26</b> | 17,56                 | <b>30,82</b>                | 127,79  | 96,97                      | 98,13                           | <b>-1,16</b>                       |
| <b>3 T</b>   | 184,47        | 00                  | 3,72               | <b>3,72</b>  | 2,64                 | 0,12                 | 10,47                   | <b>13,23</b> | 7,42                  | <b>20,65</b>                | 145,83  | 125,18                     | 116,35                          | <b>8,83</b>                        |
| <b>4 T</b>   | 178,34        | 00                  | 4,11               | <b>4,11</b>  | 0,57                 | -0,03                | 14,99                   | <b>15,53</b> | 6,08                  | <b>21,61</b>                | 180,79  | 159,18                     | 139,79                          | <b>19,39</b>                       |
| <b>Total</b> | <b>635,98</b> | <b>0,10</b>         | <b>13,53</b>       | <b>13,63</b> | <b>5,76</b>          | <b>0,96</b>          | <b>34,98</b>            | <b>41,70</b> | <b>44,22</b>          | <b>85,92</b>                | <b>543,41</b>                                     | <b>457,49</b>              | <b>424,07</b>                   | <b>33,42</b>                       |

Annexes au rapport du Conciliateur Indépendant

| Année 2005   | Droits RC      | Coûts Imputés CORAF | Coûts Imputés SNPC | Total Coûts  | Ecart sur matières | Ecart sur encaiss. | Ecart de valorisation | Total écarts | Ajustements convenus | Total Ecart+ Ajustements | Encaissements prévus hors écarts et ajustements | Encaissements prévus nets | Encaissements (Relevés Trésor) | Encaissements Décalages temporels |
|--------------|----------------|---------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------|----------------------|--------------------------|---|---------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| <b>1 T</b>   | 204,56         | 00                  | 3,25               | <b>3,25</b>  | -1,6               | 20,87              | 8,68                  | <b>27,95</b> | 11,80                | <b>39,75</b>             | 137,77  | 78,02                     | 158,26                         | <b>-60,24</b>                     |
| <b>2 T</b>   | 248,94         | 00                  | 5,84               | <b>5,84</b>  | -4,32              | -1,16              | -0,23                 | <b>-5,71</b> | 29,33                | <b>23,62</b>             | 242,47  | 218,85                    | 162,18                         | <b>56,67</b>                      |
| <b>3 T</b>   | 344,69         | 00                  | 8,81               | <b>8,81</b>  | 1,43               | 0,80               | 6,88                  | <b>9,11</b>  | 13,78                | <b>22,89</b>             | 326,67  | 303,78                    | 196,45                         | <b>107,33</b>                     |
| <b>4 T</b>   | 342,73         | 00                  | 5,56               | <b>5,56</b>  | 3,29               | 00                 | 7,76                  | <b>11,05</b> | 14,46                | <b>25,51</b>             | 307,83  | 282,32                    | 400,28                         | <b>-117,96</b>                    |
| <b>Total</b> | <b>1140,92</b> | <b>00</b>           | <b>23,46</b>       | <b>23,46</b> | <b>-1,20</b>       | <b>20,51</b>       | <b>23,09</b>          | <b>42,4</b>  | <b>69,37</b>         | <b>111,77</b>            | <b>1014,74</b>                                  | <b>902,97</b>             | <b>917,17</b>                  | <b>-14,20</b>                     |

**PIECE JOINTE N°1:**

**TABLEAU DES PARTICIPATIONS DE SNPC**

**PIECE JOINTE N°2:**

**TABLEAU DES PERMIS D'EXPLORATION,  
D'EXPLOITATION ET CONCESSIONS  
(AVEC LEUR LOCALISATION ET LES NOMS DES  
ATTRIBUTAIRES ET ASSOCIES)**

## **PIECE JOINTE n°3 :**

**DECRET N° 2006-626 DU II OCTOBRE 2006 PORTANT  
CREATION, ATTRIBUTIONS ET COMPOSITION DU COMITE  
EXECUTIF DE MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE SUR LA  
TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES**

## **PIECE JOINTE N°4**

**DECRET N° 2006-627 DU 11 OCTOBRE 2006 PORTANT  
CREATION, ATTRIBUTIONS ET COMPOSITION DU COMITE  
CONSULTATIF AUPRES DU COMITE EXECUTIF DE MISE EN  
OEUVRE DE L'INITIATIVE SUR LA TRANSPARENCE DES  
INDUSTRIES EXTRACTIVES**

## **PIECES JOINTES N°5:**

**TABLEAUX EMANANT DE LA DIRECTION GENERALE DES HYDROCARBURES (DGH):**

- **TABLEAU DE LA PROVISION POUR PID POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS**
- **HISTORIQUE DE LA REDEVANCE MINIERE PROPORTIONNELE POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS**
- **HISTORIQUE DU PROFIT OIL POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS**
- **HISTORIQUE DE LA PRODUCTION POUR 2004 - 2005 – 2006, PAR CHAMP ET PAR PERMIS**

## **PIECE JOINTE N°6**

### **REPONSE ENI AU QUESTIONNAIRE OPERATEUR**

\*

## **PIECE JOINTE N°7**

### **REPONSE CONGOREP AU QUESTIONNAIRE OPERATEUR**

## **PIECE JOINTE N°8**

**REPONSE DE TOTAL AU QUESTIONNAIRE  
OPERATEUR**

## **PIECE JOINTE N°9**

### **REPONSE SNPC AU QUESTIONNAIRE**

## **PIECE JOINTE N°10**

### **Statements 1 Annexe 1 des certifications trimestrielles de KPMG**

**pour les années 2004, 2005 et 2006**

| PERMIS           |              |           | PARTICIPATIONS  |                  |
|------------------|--------------|-----------|---|------------------|
|                  |              |           |   | Opérateurs       |
|                  | EMERAUDE     | SNPC      | SNPC 49%<br>PERENCO 51%   | Congorep         |
| HAUTE -MER       | NKOSSA       | TEP Congo | TOTAL E&P Congo 53,5%<br><br>Chevron 31,5%<br><br>SNPC 15%                          | TOTAL E&P Congo  |
|                  | NSOKO        |           |   |                  |
|                  | MOHO-BILONDO |           |   |                  |
|                  |              |           |   |                  |
| MARINE VII       | KITINA       | Eni Congo | SNPC 35%<br>Eni Congo 35,75%<br>Chevron 29,25%                                      | Eni Congo        |
| MARINE VI        | DJAMBALA     | Eni Congo | SNPC 35%<br>Eni Congo 65%<br>SNPC 35%<br>Eni Congo 65%<br>SNPC 35%<br>Eni Congo 65% | Eni Congo        |
|                  | FOUKANDA     |           |   |                  |
|                  | MWAFI        |           |   |                  |
|                  |              |           | SNPC<br>Murphy  | Murphy           |
| MER PROFONDE SUD | AZURITE      | SNPC      | SNPC 15%<br>Murphy 50%<br>P A Ressources 35%  | Murphy           |
|                  | MBOUNDI      | Eni Congo | Eni Congo 49%<br>Burren 31,1%<br>TULLOW 11%<br>SNPC 6%<br>JABOUR Holding 2,90%      | Eni Congo        |
| TILAPIA          | Tilapia      | SNPC      | SNPC 35%<br>Maurel & Prom 20%<br>Prestoil kouilou 45%                               | Prestoil Kouilou |
| MARINE           |              |           |   | Prestoil kouilou |
|                  | Marine       | SNPC      | SNPC<br>Eni Congo<br>SNPC 10%<br>Eni Congo 90%                                      | Eni Congo        |
|                  | AWA Paloukou |           |   |                  |
| MARINE           |              |           |   | Premier Oil      |
|                  |              |           |   | Pilatus          |
|                  |              |           |   | SOCO             |

| Permis de Recherche | Permis d'Exploitation et         | Superficie | Textes attributifs  | Origine de validité | Fin de validité | Titulaire       | Participation %                             |                      |                  | Année de production. | observations     |   |
|---------------------|----------------------------------|------------|---|---------------------|-----------------|-----------------|---|----------------------|------------------|----------------------|------------------|---|
|                     |                                  |            |   |                     |                 |                 | Associé                                     | Opérateur            |                  |                      |                  |   |
| Ex PNGF             | Emeraude ( C )                   | 331        | Décret n° 70-354 du 18 avril 1970                                     | 18 mai 1970         | 7 nov 2020      | Congorep        | SNPC  | 49                   | Congore          | 51                   | 1971             |   |
|                     | Louango Ouest ( C )              | 65,1       | Décret n° 73-168 du 12 mai 1973                                       | 21 mai 1973         | 21 mai 2023     | Tep Congo       | ENI Congo                                   | 35                   | Tep Congo        | 65                   | 1977             |   |
|                     | Likouala (C)                     | 63,45      | Décret n° 78-416 du 27 mai 1978                                       | 27 mai 1978         | 27 mai 2029     | Likouala SA     | ENI Congo                                   | 35                   | Likouala SA      | 65                   | 1980             |   |
|                     | Yanga- sendji ( C )              | 70         | Décret n° 79-659 du 1 déc 1979  | 1 décembre 1979     | 1 décembre 2029 | Tep Congo       | ENI Congo Congo                             | 29,75<br>15          | Tep Congo        | 55,25                | 1981             |   |
|                     | Tchibouela (P.E)                 | 135        | Décret n° 85-083 du 6 juillet 1985                                    | 8 juillet 1985      | 8 juillet 2010  | Tep Congo       | ENI Congo                                   | 35                   | Tep Congo        | 65                   | 1987             |   |
|                     | Tchendo (P.E)                    | 82,3       | Décret n° 88-569 du 30 juillet 1988                                   | 30 juillet 1988     | 30 juillet 2008 | Tep Congo       | ENI Congo                                   | 35                   | Tep Congo        | 65                   | 1981             |   |
| Ex Madingou         | Loango-est ( C )                 | 50,67      | Décret n° 73-169 du 21 mai 1973                                       | 21 mai 1973         | 21 mai 2023     | ENI Congo       | Tep Congo                                   | 50                   | NI Congo         | 50                   | 1988             |   |
|                     | Zalchi (P,E)                     | 77,5       | Décret n° 66-745 du 03 juin 1986                                      | 03 juin 1986        | 3 juin 2011     | ENI Congo       | Tep Congo                                   | 35                   | ENI Congo        | 65                   | 1988             |   |
| Ex haute Met        | Nkossa (P.E)                     | 100,46     | Décret n° 92-323 du 24 juin 1992                                      | 24 juin 1992        | 24 juin 2022    | Tep Congo       | Chevron<br>SNPC<br>ENGEN                    | 30<br>15<br>4        | Tep Congo        | 51                   | 1996             |   |
|                     | Nsoko (P.E)                      | 40,1       | Décret n° 2003-127 du 26 juillet 2003                                 | 26 juillet 2013     | 26 juillet 2018 | Tep Congo       | Chevron<br>SNPC<br>ENGEN                    | 30<br>15<br>4        | Tep Congo        | 51                   | en développement |   |
| Ex Marine VU        | Kitina (P.E)                     | 92,87      | Décret n° 94-285 du 21 août 1994                                      | 21 juin 1999        | 21 juin 2024    | ENI Congo       | SNPC<br>Chevron                             | 35<br>29,25          | NI Congo         | 35,75                | 1977             |   |
|                     | Sounda (P.E)                     | 134,2      | Décret n° 97-86 du 10 avril 1997                                      | 10 avril 1997       | 10 avril 2007   | NI Congo        | SNPC<br>Chevron                             | 35<br>29,25          | NI Congo         | 35,75                | en développement |   |
| Ex Marine VI        | Djambala (P.E)                   | 39,14      | Décret n° 97-66 du 10 avril 1997                                      | 10 avril 1997       | 10 avril 2007   | ENI Congo       | SNPC  | 35                   | ENI Congo        | 65                   | 1999             |   |
|                     | Foukanda (P.E)                   | 227,18     | Décret n° 98-274 du 24 juillet 1998                                   | 24 juillet 1998     | 24 juillet 2013 | ENI Congo       | SNPC  | 35                   | ENI Congo        | 65                   | 2001             |   |
|                     | Mwafi (P.E)                      | 185,38     | Décret n° 99-274 du 09 juillet 1999                                   | 9 juillet 1999      | 9 juillet 2014  | ENI Congo       | SNPC  | 35                   | ENI Congo        | 65                   | 2001             |   |
| Kouilou             | kouakouala (P.E)                 | 162,1      | Décret n° 97-67 du 04 avril 1997 md Décret n' 2000-31 du 18 mars 2000 | 4 avril 1997        | 4 avril 2007    | Zetah M&P Congo | Héritage<br>Buren                           | 25<br>25             | Zetah M&P        | 50                   | 2000             |   |
|                     | Mboundi (P.E)                    | 145,5      | Décret n° 2002-248 du 15 juillet 2002                                 | 15 juillet 2002     | 15 juillet 2012 | Zetah M&P Congo | Buren<br>Energy Africa<br>SNPC<br>Zetah M&P | 31<br>11<br>10<br>48 | Zetah M&P        | 54                   | 2002             |   |
| PEX                 | kombi, Likala Libondo (P,E)      | 165,11     | Décret n° 95-131 du 22 juillet 1995                                   | 21 juillet 1995     | 21 juillet 2015 | Rép Congo       | ENI Congo                                   | 35                   | Tep Congo        |                      | 1999             |   |
|                     | Tchibeli. Litanzi Loussima (P.E) | 147,05     | Décret n° 95-130 du 21 juillet 1995                                   | 21 juillet 1995     | 21 juillet 2015 | Rép Congo       | ENI Congo                                   | 35                   | Tep Congo        | 65                   | 2000             |   |
|                     | Pointe-indienne (C )             | 10,76      | arrêté n° 1895/PM du 31 mai 1960                                      | 31 mai 1960         | 31 mai 2035     | Zetah M&P Congo | Buren                                       | 35                   | Zetah M&P        | 65                   | 1960             |   |
| Ex Marine 1         | Yombo-Masseko Youbi (P.E)        | 176,8      | Décret n° 89-211 du 24 mars 1989                                      | 24 mars 1989        | 24 mars 2019    | CMS Nomeco      | Nuevo<br>SNPC                               | 25<br>50             | CMS Nomeco       | 25                   |                  |   |
| Ex Haute Mer        | Moho Bilondo (P.E)               | 321,52     | Décret n° 2005-278 du 24 juin 2005                                    | 24 juin 2005        | 24 juin 2025    | Tep Congo       | Chevron<br>SNPC<br>ENGEN                    | 30<br>15<br>4        | Tep Congo        | 51                   | 1991             |   |
|                     | Tilapia (P.E)                    | 50,51      | Décret n° 2005-296 du 18 juillet 2005                                 |                     |                 | SNPC            | Prestoil<br>M&P<br>SNPC                     | 60<br>10<br>30       | Prestoil Kouilou |                      |                  | » |
| Marine X            | Awa Patoukou (P.E)               | 64,67      | 7 Décret n° 2005-308 du 20 juillet 2005                               | 20 juillet 2005     | 20/07/2020      | SNPC            | SNPC  | 10                   | ENI Congo        | 90                   |                  |   |
| PEX                 | Ikalou/Ikalou Sud (P.E)          | 47,47      | 7 Décret n° 2005-309 du 20 juillet 2005                               | 20 juillet 2005     | 20/07/2020      | ENI Congo       |   |                      | ENI Congo        |                      |                  |   |

TABLEAU DE PERMIS DE RECHERCHE 02 AOUT 2006

| Permis recherches      | Superficie km2 |          | Textes  | Contrat de Partage de Production |                                      | Validité            |                     | Période de validité | Titulaire                       | Participation %                    |                | Budget    |              | Budgets sociaux | Observations   |
|------------------------|----------------|----------|---|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|------------------------------------|----------------|-----------|--------------|-----------------|--|
|                        | Initiale       | Actuelle |   | Attributifs                      | Date de signature                    | Date approbation    | Début               |                     |                                 | Fin                                | Associés       | Opérateur | Vérification |                 |  |
| MarineX                | 395.4          | 296,58   | Décret n° 96-89 du 14 fev. 1996                                       | 7 décembre 1995                  | Loi n° 1-96 du 14 février 1996       | 14 février 1995     | 14 février 2008     | 2ème période        | SNPC                            | SNPC 10% ENI Congo 90%             | ENI Congo 90   | \$ 50 000 | \$ 100 000   |                 | Renouvellement en cours                                    |
| Kouilou                | 3464,78        | 2629,06  | Décret n° 97-68 du 04 avril 1997 Décret n° 99-274 du 31 décembre 1999 | 4 avril 1997                     | Ord. Loi n° 1-98 du 10 janvier 1998  | 10 janvier 1998     | 11 octobre 2006     | 2ème période        | Zetah Kouilou Limited           | Burren 31,5% SNPC 8,9%             | Zetah M P 59,8 | \$ 80 000 | \$ 145 000   |                 | Renouvellement en cours                                    |
| Mer Très Profonde Nord | 5068           | 3801,06  | Décret n° 97-136 du 15 mai 1997                                       | 26 novembre 1997                 | Ord. Loi n° 2-97 du 26 novembre 1997 | 28 novembre 1997    | 26 novembre 2004    | 2ème période        | Agjp Congo                      | ENI Congo 60%<br>Exxon mobil 40%   | ENI Congo      | \$30 000  | 200 000 \$   |                 |  |
| Mer Très Profonde Sud  | 5070           | 5070     | Décret n° 97-935 du 17 mai 1997                                       | 25 novembre 1997                 | Ord. Loi n° 1-97 du 26 novembre 1997 | 26 novembre 1997    | 25 novembre 2006    | 1ère période        | Tep Congo                       | ENI Congo 30<br>Esso 30%           | TEP Congo 40   | \$30 000  | 150 000 \$   |                 |  |
| La Noumbi              | 2827,85        | 26       | Décret n° 2003-24 Du 10 fév 2003                                      | 9 janvier 2004                   |                                      |                     |                     | 1" période          | Zetah M&P                       | Buren 37,2% Héritage 7% : SNPC 10% | Zetah M&P 45,8 | \$100 000 | 150 000 \$   |                 | Contrat de partage de production en cours                  |
| Marine IV              | 1429,70        | 429,70   | Décret n°2003-266 du 14 novembre. 2003                                | 16 décembre 2004                 | Loi n° 23-2004 du 31 décembre 2004   | du 31 décembre 2004 | du 31 décembre 2008 | 1ère période        | PERENCO                         | SNPC 15%                           | PERENCO 85     | \$50 000  | \$ 100 000   |                 |  |
| Haute-Mer C            | 518,439        | 518,4386 | Décret n°2003-246 du 26 septembre 2003 et 2003-252 du 7 octobre 2003  | 7 février 2004                   | Loi n° 19-04 du 2 décembre 2004      |                     | du 2 décembre 2008  | 1ère période        | TOTAL E*P                       | *TEP Congo 100%                    | Likouala SA 65 | \$ 30 000 | \$ 150 000   |                 |  |
| Mer Profonde Nord      | 3637,34        | 3637,34  | Décret n°2004-307 du 30 Juin. 2004                                    | 24 avril 2003                    | Loi n° 22-2004 du 31 décembre 2004   | 31 décembre 2004    | 31 décembre 2008    | 1ère période        | MURPHY and Product Company      | SNPC 15                            | MURPHY 85      | \$ 60 000 | \$ 100 000   |                 |  |
| Mer Profonde Sud       | 3538,57        | 3538,57  | Décret n° 2004-308 du 30 Juin. 2004                                   | 24 avril 2003                    | Loi n° 23-2004 du 31 décembre 2004   | 31 décembre 2004    | 31 décembre 2008    | *1ère période       | MURPHY Exploration and Product* | SNPC 15                            | MURPHY 85      | \$ 60 000 | \$ 100 000   |                 |  |
| Marine XI              | 1395,82        | 1395,82  | Décret n° 2005-295 du 18 juillet 2005                                 |                                  |                                      |                     |                     | 1ère période        | SNPC                            | SOCO 75% : SNPC 15% : AOGS 10%     | SOCO E P Congo |           |              | 240 000 \$      | CPP en cours d'approbation                                 |
| Marine III             | 814,27         | 814,27   | Décret n° 2005-294 du 18 juillet 2005                                 |                                  |                                      |                     |                     | 1ère période        | SNPC                            | Prestoil 7% ; SNPC 30%             | Prestoil       |           |              | 50 000 \$       | CPP en cours d'approbation                                 |
| Kayo                   | 929            | 92       | Décret n° 2006-173 du 14 avril 2006                                   |                                  |                                      |                     |                     | 1ère période        | SNPC                            | WING WAH                           | WING WAH       | \$ 50.000 | \$ 100 000   | 100.000 \$      | CPP en cours de signature                                  |
| Marine XIV             | 265,0          | 265,0    | Décret n° 2006-428 du 31 juillet 2006                                 | 22 mai 2006                      |                                      |                     |                     | 1" période          | SNPC                            | SNPC 15% AD ECO 85%                | ADECO          | \$ 75 000 | \$100 000    | 50 000 \$       | Décret en cours de signature<br>CPP en cours d'approbation |
| Ngoki                  | 939            | 9392     | Décret n° 2006-427 du 31 juillet 2006                                 | 22 mai 2006                      |                                      |                     |                     | 1ère période        | SNPC                            | SNPC 10% Pllatus 90%               | Pilatus        | \$ 30 000 | 60 000 \$    |                 | Décret en cours de signature<br>CPP en cours d'approbation |
| Marine IX              | 1044,38        | 1044,38  | Décret n° 2006-186 du 19 mai 2006                                     | 22 mai 2006                      |                                      |                     |                     | 1ère période        | SNPC                            | SNPC 10% Premier Oil 58,5%         | Premier Oil    | \$ 50 000 | 100 000 \$   | 100 000 \$      | CPP en cours d'approbation                                 |
| Mayombe                | 1645           | 1645     | Décret n° 2006-426 du 31 juillet 2006                                 |                                  |                                      |                     |                     | 1ère période        | SNPC                            |                                    | Equator        |           |              | 100 000 \$      | CPP en cours d'approbation                                 |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
SECRETARIAT GENERAL  
DU GOUVERNEMENT  
-----

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité\*Travail\*Progrès  
-----

Décret n° 2006-626 du II octobre 2006  
portant création, attributions et composition du Comité exécutif de mise  
en œuvre de l'initiative sur la transparence des industries extractives

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°1-2000 du 1<sup>er</sup> février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2005-02 du 07 janvier 2005 tel que rectifié par le décret n°2005-83 du 02 février 2005 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

**Article premier :** Il est créé un Comité exécutif de mise en œuvre de l'initiative sur la transparence des industries extractives.

**Article 2 :** Le Comité exécutif est placé sous l'autorité du ministre chargé des finances.

**Article 3 :** Le Comité exécutif est assisté par un Administrateur indépendant chargé de concilier les déclarations des compagnies avec celles du Gouvernement.

**Article 4 :** L'Administrateur indépendant est un cabinet indépendant de réputation internationale, agréé en zone CEMAC, n'ayant aucun conflit d'intérêts avec les parties prenantes à l'initiative. Il est sélectionné par un appel d'offres conformément aux procédures de la Banque Mondiale.

**Article 5 :** Le Comité exécutif est chargé de mettre en œuvre l'initiative sur la transparence des industries extractives.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- recueillir les déclarations des revenus des compagnies et du Gouvernement, de les analyser et de préparer un rapport sur les données recueillies ;
- mettre à la disposition de l'Administrateur indépendant les déclarations des compagnies et du Gouvernement ainsi que toute information nécessaire à l'exécution de sa mission ;
- assurer la publication du rapport de l'Administrateur indépendant suivant les formes et les canaux convenus par toutes les parties prenantes à l'initiative ;
- assurer le suivi des différences entre les informations communiquées par les compagnies et le Gouvernement ;
- élaborer un rapport d'activités semestriel et annuel destiné aux différentes entités impliquées dans la mise en œuvre de l'initiative ;
- réexaminer le processus de mise en œuvre de l'initiative et apporter des améliorations.

**Article 6 :** Le Comité exécutif est assisté par un Comité consultatif chargé d'émettre des avis sur tout problème relatif à la mise en œuvre de l'initiative.

**Article 7 :** Le Comité exécutif est seul habilité à délivrer des dispenses de déclaration pour un type de revenu et/ou pour une période dont la durée est notifiée à l'entité bénéficiaire.

**Article 8 :** Le Comité exécutif est composé ainsi qu'il suit :

**Président :** un représentant de l'État ;

**Premier vice-président :** un représentant de la société civile ;

**Deuxième vice-président :** un représentant des compagnies étrangères ;

**Secrétaire Permanent :** un représentant de l'État.

**Membres :**

- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant du Premier ministre ;
- deux représentants du ministère chargé des finances ;
- deux représentants du ministère des hydrocarbures ;
- deux représentants du ministère chargé des mines ;
- deux représentants de la société nationale des pétroles du Congo ;
- cinq représentants des sociétés pétrolières et minières ;
- cinq représentants de la société civile.

**Article 9:** Les membres du Comité exécutif sont nommés par décret sur proposition des différentes entités qu'ils représentent pour un mandat de deux ans non renouvelable.

**Article 10 :** Aux fins des délibérations, un membre indisponible, dont l'absence a été dûment notifiée à la présidence, peut se faire représenter par un autre membre. Ce droit ne peut être exercé qu'après présentation d'une délégation des pouvoirs signée par le membre indisponible.

**Article 11:** Les activités du Comité exécutif sont financées par les ressources issues du budget de l'Etat. Toutefois, le Comité exécutif peut recourir à d'autres sources de financement extérieur, des institutions financières internationales en particulier.

**Article 12 :** Les fonctions de membre du Comité exécutif donnent lieu à perception d'une indemnité de session versée chaque fois qu'il se réunit. Le montant de cette indemnité de session est fixé par arrêté du ministre chargé des finances.

**Article 13:** Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

2006-626

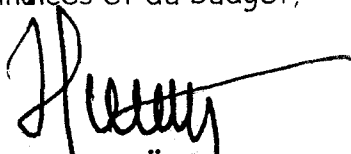
Fait à Brazzaville, le 11 octobre 2006



Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Le ministre de l'économie,  
des finances et du budget,




Pacifique ISSOÏBERA

Le ministre d'Etat, ministre des  
hydrocarbures,



Jean-Baptiste TATI LOUTARD

Le ministre des mines, des industries  
minières et de la géologie,



Pierre OBA

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité\*Travail\*Progrès

SECRETARIAT GENERAL  
DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2006-627 du 11 octobre 2006

portant création, attributions et composition du Comité consultatif auprès du Comité exécutif de mise en œuvre de l'initiative sur la transparence des industries extractives

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°1-2000 du 1<sup>er</sup> février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2005-02 du 07 janvier 2005 tel que rectifié par le décret n°2005-83 du 02 février 2005 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

**Article premier :** Il est créé auprès du Comité exécutif de mise en œuvre de l'initiative sur la transparence des industries extractives, un Comité consultatif.

**Article 2 :** Le Comité consultatif est placé sous l'autorité du ministre chargé des hydrocarbures.

**Article 3 :** Le Comité consultatif est chargé d'assister le Comité exécutif à travers les avis qu'il émet sur des questions relatives à la mise en œuvre de l'initiative sur la transparence des industries extractives.

Ces avis sont émis sur demande expresse du Comité exécutif ou sur sa propre initiative.

**Article 4:** Le Comité consultatif est constitué par toute personne ressource ayant une bonne connaissance des mécanismes de répartition de la rente issue de l'exploitation des ressources non renouvelables, de la fiscalité propre aux industries extractives congolaises et de leur fonctionnement.

**Article 5:** Le Comité consultatif comprend sept membres à raison de :

- un représentant du ministère des hydrocarbures ;
- un représentant du ministère chargé des mines ;
- deux représentants des sociétés pétrolières et minières ;
- un représentant de la société nationale des pétroles du Congo ;
- deux représentants de la société civile.

**Article 6:** Le Comité consultatif est dirigé par un président assisté par un secrétaire, élus par leurs pairs à la majorité des deux tiers des membres au cours de la session inaugurale.

**Article 7 :** Les fonctions de membre du Comité consultatif donnent lieu à perception d'une indemnité de session versée chaque fois qu'il se réunit. Le montant de cette indemnité de session est fixé par arrêté du ministre chargé des finances.

**Article 8 :** Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

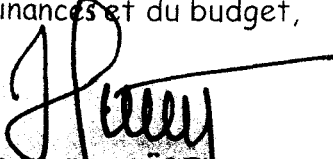
2006-627

Fait à Brazzaville, le II octobre 2006

  
Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Le ministre de l'économie,  
des finances et du budget,

  
Pacifique ISSOÏBERA

Le ministre d'Etat, ministre  
des hydrocarbures,

  
Jean-Baptiste TATI LOUTARD

Le ministre des mines, des industries  
minières et de la géologie,

  
Pierre OBA

MINISTERE DES HYDROCARBURES  
DIRECTION GENERALE  
DES HYDROCARBURES

HISTORIQUE DE LA PROVISION POUR INVESTISSEMENTS DIVERSIFIES (PID) 2004 A 2006 PAR CHAMPS ET PAR

| PERMIS     | Champs                  | 2004               | 2005               | 2006               |
|------------|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| EX PNGF    | EMERAUDE                | 23 549,037         | 23 362,402         | 30 181,563         |
|            | LIKOUALA                | 19 773,427         | 24 026,605         | 21 280,125         |
|            | LIKOUALA EST            | 5 066,944          | 6 606,674          | 5 436,693          |
|            | YANGA                   | 22 687,278         | 19 666,462         | 17 601,001         |
|            | SENDJI                  | 46 814,027         | 43 490,895         | 39 497,001         |
|            | TCHIBOUELA              | 92 975,299         | 80 648,457         | 71 992,504         |
|            | TCHIBOUELA EST          | 11 310,277         | 8 804,499          | 7 835,148          |
|            | TCHENDO                 | 26 363,180         | 29 820,579         | 22 641,350         |
|            | ex PNGF                 | <b>248 539,468</b> | <b>236 426,572</b> | <b>216 465,385</b> |
| MADINGO    | LOANGO                  | 72 423,701         | 74 848,999         | 74 255,098         |
|            | ZATCHI                  | 85 790,872         | 82 910,238         | 87 167,684         |
|            | ex MADINGO              | <b>158 214,573</b> | <b>157 759,238</b> | <b>161 422,782</b> |
| PEX        | KOMBI                   | -                  | -                  | -                  |
|            | LIKALALA                | -                  | -                  | -                  |
|            | TCHIBELI                | -                  | -                  | -                  |
|            | LITANZI                 | -                  | -                  | -                  |
|            | PEX                     | -                  | -                  | -                  |
| LOEME      | POINTE-INDIENNE         | -                  | -                  | -                  |
|            | ex La LOEME             | -                  | -                  | -                  |
| KOUILOU    | KOUAKOUALA              | 3 621,466          | 4433,882384        | 3 412,432          |
|            | MBOUNDI                 | 68 503,676         | 129671,0302        | 204 787,390        |
|            | KOUILOU                 | <b>72 125,142</b>  | <b>134 104,913</b> | <b>208 199,821</b> |
| HAUTE MER  | N'KOSSA                 | -                  | -                  | -                  |
|            | N'SOKO                  | -                  | -                  | 17 130,348         |
|            | BUTANE N'KOSSA          | -                  | -                  | -                  |
|            | BUTANE N'SOKO           | -                  | -                  | 395,567            |
|            | PROPANE N'KOSSA         | -                  | -                  | -                  |
|            | PROPANE N'SOKO          | -                  | -                  | 667,101            |
| HAUTE MER  | -                       | -                  | <b>18 193,015</b>  |                    |
| MARINE VII | KITINA                  | -                  | -                  | -                  |
|            | ex MARINE VII           | -                  | -                  | -                  |
| MARINE VI  | DJAMBALA                | -                  | -                  | -                  |
|            | MWAFI                   | -                  | -                  | -                  |
|            | FOUKANDA                | -                  | -                  | -                  |
|            | ex MARINE VI            | -                  | -                  | -                  |
| MARINE I   | YOMBO                   | -                  | -                  | -                  |
|            | MARINE I                | -                  | -                  | -                  |
|            | TOTAL Huile             | <b>478 879,183</b> | <b>528 290,722</b> | <b>603 218,336</b> |
|            | TOTAL GPL               | <b>0,000</b>       | <b>0,000</b>       | <b>1 062,667</b>   |
|            | TOTAL                   | 478 879,183        | 528 290,722        | 604 281,003        |
|            | Débit moyen (BBLs/jour) | 1 308,413          | 1 447,372          | 1 655,564          |

MINISTERE DES HYDROCARBURES  
DIRECTION GENERALE  
DES HYDROCARBURES

HISTORIQUE DU PROFIT OIL REVENANT A LA REPUBLIQUE DE 2004 A 2006 PAR CHAMPS ET PAR PERMIS (en Bb)

| PERMIS                  | Champs               | 2004                  | 2005                  | 2006                  |
|-------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| EX PNGF                 | EMERAUDE             | 480 990,000           | 742 601,000           | 1 118 003,704         |
|                         | LIKOUALA             | 527 393,000           | 0,000                 | 763 440,659           |
|                         | LIKOUALA EST         | 131 917,000           | 820 862,000           | 194 495,873           |
|                         | YANGA                | 494 311,000           | 563 986,000           | 681 672,499           |
|                         | SENDJI               | 1 020 491,000         | 1 254 049,000         | 1 529 870,674         |
|                         | TCHIBOUELA           | 2 472 188,000         | 2 778 882,000         | 2 805 732,426         |
|                         | TCHIBOUELA EST       | 300 234,000           | 304 071,000           | 305 198,226           |
|                         | TCHENDO              | 623 557,000           | 972 708,000           | 788 128,198           |
|                         | ex PNGF              | <b>6 051 081,000</b>  | <b>7 437 159,000</b>  | <b>8 186 542,259</b>  |
| MADINGO                 | LOANGO               | 1 878 334,000         | 2 542 822,000         | 2 842 167,839         |
|                         | ZATCHI               | 2 366 504,000         | 2 924 573,000         | 3 425 518,270         |
|                         | ex MADINGO           | <b>4 244 838,000</b>  | <b>5 467 395,000</b>  | <b>6 267 686,109</b>  |
| PEX                     | KOMBI                | 596 582,000           | 775 890,000           | 719 518,155           |
|                         | LIKALALA             | 660 026,000           | 984 828,000           | 1 189 991,207         |
|                         | TCHIBELI             | 578 806,000           | 598 129,000           | 643 523,288           |
|                         | LITANZI              | -                     | -                     | 262 319,282           |
|                         | PEX                  | <b>1 835 414,000</b>  | <b>2 358 847,000</b>  | <b>2 815 351,932</b>  |
| LOEME                   | POINTE-INDIENNE      | -                     | -                     | -                     |
|                         | ex La LOEME          | -                     | -                     | -                     |
| KOUILOU                 | KOUAKOUALA           | 21 729,000            | 33 254,000            | 20 474,590            |
|                         | MBOUNDI              | 904 209,000           | 2 139 572,000         | 2 703 193,542         |
|                         | KOUILOU              | <b>925 938,000</b>    | <b>2 172 826,000</b>  | <b>2 723 668,132</b>  |
| HAUTE MER               | N'KOSSA              | 3 218 175,000         | 6 937 479,000         | 7 730 034,046         |
|                         | N'SOKO               | -                     | -                     | 767 573,979           |
|                         | BUTANE N'KOSSA       | 294 069,000           | 371 290,000           | 434 485,136           |
|                         | BUTANE N'SOKO        | -                     | -                     | 12 507,555            |
|                         | PROPANE N'KOSSA      | 411 408,000           | 491 899,000           | 586 148,997           |
|                         | PROPANE N'SOKO       | -                     | -                     | 17 290,664            |
| HAUTE MER               | <b>3 923 652,000</b> | <b>7 800 668,000</b>  | <b>9 548 040,377</b>  |                       |
| MARINE VII              | KITINA               | 1 182 393,000         | 1 232 235,000         | 1 065 736,301         |
|                         | ex MARINE VII        | <b>1 182 393,000</b>  | <b>1 232 235,000</b>  | <b>1 065 736,301</b>  |
| MARINE VI               | DJAMBALA             | 369 639,000           | 249 336,000           | 713 237,656           |
|                         | MWAFI                | 541 965,000           | 773 849,000           | 746 675,538           |
|                         | FOUKANDA             | 609 246,000           | 790 791,000           | 729 217,676           |
|                         | -                    | -                     | -                     | -                     |
|                         | ex MARINE VI         | <b>1 520 850,000</b>  | <b>1 813 976,000</b>  | <b>2 189 130,870</b>  |
| MARINE I                | YOMBO                | -                     | -                     | -                     |
|                         | MARINE I             | -                     | -                     | -                     |
|                         | TOTAL Huile          | <b>18 978 689,000</b> | <b>27 419 917,000</b> | <b>31 745 723,628</b> |
| TOTAL GPL               | <b>705 477,000</b>   | <b>863 189,000</b>    | <b>1 050 432,352</b>  |                       |
| TOTAL                   | 19 684 166,000       | 28 283 106,000        | 32 796 155,980        |                       |
| Débit moyen (BBLs/jour) | 53 781,874           | 77 487,962            | 89 852,482            |                       |

MINISTERE DES HYDROCARBURES  
DIRECTION GENERALE  
DES HYDROCARBURES

HISTORIQUE DE LA REDEVANCE MINIERE PROPORTIONNELLE 2004 A 2006 PAR CHAMPS ET PAR PERMIS (en

| PERMIS     | Champs                  | 2004                 | 2005                  | 2006                  |
|------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| EX PNGF    | EMERAUDE                | 282 588,439          | 280 348,821           | 362 178,760           |
|            | LIKOUALA                | 237 281,123          | 288 319,262           | 255 361,496           |
|            | LIKOUALA EST            | 60 803,323           | 79 280,082            | 65 240,319            |
|            | YANGA                   | 272 247,336          | 235 997,550           | 211 212,011           |
|            | SENDJI                  | 561 768,320          | 521 890,741           | 473 964,015           |
|            | TCHIBOUELA              | 1 115 703,588        | 967 781,478           | 863 910,048           |
|            | TCHIBOUELA EST          | 135 723,318          | 105 653,988           | 94 021,775            |
|            | TCHENDO                 | 316 358,165          | 357 846,946           | 271 696,197           |
|            | ex PNGF                 | <b>2 982 473,613</b> | <b>2 837 118,868</b>  | <b>2 597 584,620</b>  |
| MADINGO    | LOANGO                  | 869 084,414          | 898 187,994           | 891 061,172           |
|            | ZATCHI                  | 1 029 490,463        | 994 922,857           | 1 046 012,214         |
|            |                         | ex MADINGO           | <b>1 898 574,877</b>  | <b>1 893 110,850</b>  |
| PEX        | KOMBI                   | 314 775,605          | 294 489,141           | 235 623,405           |
|            | LIKALALA                | 346 558,231          | 366 865,927           | 390 301,517           |
|            | TCHIBELI                | 267 216,354          | 206 190,031           | 201 885,296           |
|            | LITANZI                 | 0,000                | 0,000                 | 87 403,077            |
|            |                         | PEX                  | <b>928 550,191</b>    | <b>867 545,099</b>    |
| LOEME      | POINTE-INDIENNE         | 8 992,906            | 6 706,957             | 8 873,334             |
|            |                         | ex La LOEME          | <b>8 992,906</b>      | <b>6 706,957</b>      |
| KOUILOU    | KOUAKOUALA              | 54 321,991           | 66 508,236            | 51 186,475            |
|            | MBOUNDI                 | 1 027 555,146        | 1 945 065,453         | 3 071 810,844         |
|            |                         | KOUILOU              | <b>1 081 877,137</b>  | <b>2 011 573,688</b>  |
| HAUTE MER  | N'KOSSA                 | 1 126 572,325        | 1 840 722,727         | 1 899 373,928         |
|            | N'SOKO                  | 0,000                | 0,000                 | 256 955,213           |
|            | BUTANE N'KOSSA          | 123 903,802          | 123 845,307           | 131 709,333           |
|            | BUTANE N'SOKO           |                      | 0,000                 | 5 933,498             |
|            | PROPANE N'KOSSA         | 215 196,238          | 208 208,409           | 213 349,883           |
|            | PROPANE N'SOKO          |                      | 0,000                 | 10 006,509            |
|            | HAUTE MER               | <b>1 465 672,365</b> | <b>2 172 776,443</b>  | <b>2 517 328,363</b>  |
| MARINE VII | KITINA                  | 628 362,387          | 101 551,269           | 288 540,026           |
|            |                         | ex MARINE VII        | <b>628 362,387</b>    | <b>101 551,269</b>    |
| MARINE VI  | DJAMBALA                | 195 266,090          | 256 246,658           | 192 327,490           |
|            | MWAFI                   | 324 737,508          | 234 839,196           | 211 430,380           |
|            | FOUKANDA                | 321 018,012          | 357 981,242           | 197 072,403           |
|            |                         | ex MARINE VI         | <b>841 021,611</b>    | <b>849 067,096</b>    |
| MARINE I   | YOMBO                   | 454 758,864          | 442 310,272           | 442 310,016           |
|            |                         | MARINE I             | <b>454 758,864</b>    | <b>442 310,272</b>    |
|            | TOTAL Huile             | <b>9 951 183,910</b> | <b>10 849 706,827</b> | <b>12 069 751,409</b> |
|            | TOTAL GPL               | <b>339 100,040</b>   | <b>332 053,716</b>    | <b>360 999,223</b>    |
|            | TOTAL                   | 10 290 283,950       | 11 181 760,543        | 12 430 750,632        |
|            | Débit moyen (BBLs/jour) | 28 115,530           | 30 634,960            | 34 056,851            |

MINISTERE DES HYDROCARBURES  
DIRECTION GENERALE  
DES HYDROCARBURES

HISTORIQUE DE LA PRODUCTION REALISEE DE 2004 A 2006 PAR CHAMPS ET PAR PERMIS (en Bbls)

| PERMIS     | Champs                  | 2004                  | 2005                  | 2006                  |
|------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| EX PNGF    | EMERAUDE                | 2 354 903,662         | 2 336 240,171         | 3 018 156,331         |
|            | LIKOUALA                | 1 977 342,692         | 2 402 660,520         | 2 128 012,465         |
|            | LIKOUALA EST            | 506 694,361           | 660 667,353           | 543 669,321           |
|            | YANGA                   | 2 268 727,797         | 1 966 646,248         | 2 070 705,992         |
|            | SENDJI                  | 4 681 402,667         | 4 349 089,511         | 4 646 706,030         |
|            | TCHIBOUELA              | 9 297 529,896         | 8 064 845,651         | 7 199 250,404         |
|            | TCHIBOUELA EST          | 1 131 027,654         | 880 449,901           | 783 514,788           |
|            | TCHENDO                 | 2 636 318,045         | 2 982 057,882         | 2 264 134,974         |
|            | ex PNGF                 | <b>24 853 946,774</b> | <b>23 642 657,237</b> | <b>22 654 150,305</b> |
| MADINGO    | LOANGO                  | 7 242 370,119         | 7 484 899,949         | 7 425 509,768         |
|            | ZATCHI                  | 8 579 087,189         | 8 291 023,805         | 8 716 768,448         |
|            | ex MADINGO              | <b>15 821 457,308</b> | <b>15 775 923,754</b> | <b>16 142 278,216</b> |
| PEX        | KOMBI                   | 2 623 130,044         | 2 454 076,173         | 1 963 528,378         |
|            | LIKALALA                | 2 887 985,257         | 3 057 216,062         | 3 252 512,640         |
|            | TCHIBELI                | 2 226 802,954         | 1 718 250,260         | 1 682 377,470         |
|            | LITANZI                 |                       |                       | 728 358,973           |
|            | PEX                     | <b>7 737 918,255</b>  | <b>7 229 542,495</b>  | <b>7 626 777,461</b>  |
| LOEME      | POINTE-INDIENNE         | 52 132,789            | 55 891,308            | 51 439,617            |
|            | ex La LOEME             | <b>52 132,789</b>     | <b>55 891,308</b>     | <b>51 439,617</b>     |
| KOUILOU    | KOUAKOUALA              | 362 146,604           | 554 235,298           | 341 243,164           |
|            | MBOUNDI                 | 6 850 367,641         | 16 208 878,772        | 20 478 738,958        |
|            | KOUILOU                 | <b>7 212 514,245</b>  | <b>16 763 114,070</b> | <b>20 819 982,122</b> |
| HAUTE MER  | N'KOSSA                 | 9 388 102,712         | 15 339 356,057        | 15 828 116,064        |
|            | N'SOKO                  |                       |                       | 1 713 034,752         |
|            | BUTANE N'KOSSA          | 1 032 531,682         | 1 032 044,222         | 1 097 577,773         |
|            | BUTANE N'SOKO           |                       |                       | 39 556,655            |
|            | PROPANE N'KOSSA         | 1 793 301,981         | 1 735 070,078         | 1 777 915,690         |
|            | PROPANE N'SOKO          |                       |                       | 66 710,058            |
| HAUTE MER  | <b>12 213 936,375</b>   | <b>18 106 470,357</b> | <b>20 522 910,992</b> |                       |
| MARINE VII | KITINA                  | 4 189 082,580         | 3 065 884,673         | 2 404 500,219         |
|            | ex MARINE VII           | <b>4 189 082,580</b>  | <b>3 065 884,673</b>  | <b>2 404 500,219</b>  |
| MARINE VI  | DJAMBALA                | 1 301 773,935         | 631 009,941           | 1 602 729,084         |
|            | MWAFI                   | 2 164 916,722         | 2 135 388,819         | 1 761 919,834         |
|            | FOUKANDA                | 2 140 120,081         | 1 956 993,300         | 1 642 270,021         |
|            | ex MARINE VI            | <b>5 606 810,738</b>  | <b>4 723 392,060</b>  | <b>5 006 918,939</b>  |
| MARINE I   | YOMBO                   | 4 363 293,000         | 3 193 510,000         | 3 455 547,000         |
|            | MARINE I                | <b>4 363 293,000</b>  | <b>3 193 510,000</b>  | <b>3 455 547,000</b>  |
|            | TOTAL Huile             | <b>79 225 258,401</b> | <b>89 789 271,654</b> | <b>95 702 744,695</b> |
|            | TOTAL GPL               | <b>2 825 833,663</b>  | <b>2 767 114,300</b>  | <b>2 981 760,176</b>  |
|            | TOTAL                   | 82 051 092,064        | 92 556 385,954        | 98 684 504,871        |
|            | Débit moyen (BBLs/jour) | 224 183,312           | 253 579,140           | 270 368,506           |

## TABLEAU SYNTETIQUE ENI CONGO

Paiements effectués durant les années 2004-2005-2006 tant pour notre compte que pour nos associés

|                                  | <b>Cumul 2004</b>   | <b>Cumul 2005</b>   | <b>Cumul 2006</b>   |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| En nature (Bbl)                  |                     |                     |                     |
| Redevance                        | 3.011.070,03        | 2.527.488,60        | 2.466.403,13        |
| Profit Oil                       | 7.940.768,96        | 7.938.996,81        | 8.805.747,03        |
| Excess Oil                       | 750.738,72          | 219.654,67          | 0                   |
| Accord Commercial                | - 2.052.000,00      | - 1.915.000,00      | - 1.539.000,00      |
| Garantie CORAF                   | 0                   | - 274.000,00        | - 1.003.665,00      |
| Recuperation couts central à gaz | - 337.074,65        | - 147.033,18        | - 122.515,02        |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>9.313.503,06</b> | <b>8.350.106,90</b> | <b>8.606.970,13</b> |

|                        |               |               |               |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|
| En Espèces (USD)       |               |               |               |
| Redevance/Consommation | 157.133,22    | 259.318,61    | 328.059,74    |
| PID                    | 5.775.467,85  | 7.764.968,40  | 9.540.916,96  |
| Accord Commercial      | 70.051.499,25 | 90.154.840,00 | 94.975.280,00 |

|  |              |              |              |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Barils correspondants auz paiements en espèces |              |              |              |
| Redevance/Consommation                         | 4.488,27     | 5.386,72     | 5.452,77     |
| PID  | 167.076,40   | 162.626,36   | 158.866,42   |
| Accord Commercial                              | 2.027.780,63 | 1.896.415,29 | 1.528.489,09 |

|                                       |                      |                      |                      |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Total production opérée en Bbl</b> | <b>25.617.350,67</b> | <b>23.555.581,49</b> | <b>23.875.696,39</b> |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|

|   |                     |                     |                     |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| Autres paiements effectués durant les années 2004-5-6 (USD) |                     |                     |                     |
| Budget formation  | 1.048.000,00        | 1.085.934,35        | 933.666,09          |
| Audits  | 511.743,44          | 426.792,37          | 660.429,45          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>1.559.743,44</b> | <b>1.512.726,72</b> | <b>1.594.095,51</b> |

## OPERATEUR PERENCO

A En tant qu'opérateur de permis d'exploitation ou en tant qu'associé  
quels paiements avez-vous effectué, durant les années 2004-2005-2006 ?  
Tant pour votre compte que pour vos associés

|   | Cumul 2004   | Cumul 2005 | Cumul 2006 |
|---|--------------|------------|------------|
| En nature (Bbl)   |              |            |            |
| Redevance + droits SNPC -> R1                             | R1 1 994 010 | 885 355    | 891 646    |
| Profit Oil + Super profit Oil -> R2                       | R2 409 353   | 738 154    | 1 117 934  |
| Excess Oil -> R3  | R3 0         | 0          | 0          |
| Accords commerciaux. A détailler éventuellement           | <b>RAS</b>   |            |            |
| Total   |              |            |            |
| En espèces (US\$)   |              |            |            |
| Redevance / Consommation et autres accords<br>commerciaux | 0            | 0          | 0          |
| PID   | 815 761      | 1 131 486  | 1 807 565  |
| Barils correspondant aux paiements en espèce              |              |            |            |
| Redevance / Consommation et autres accords<br>commerciaux |              |            |            |
| PID   |              |            |            |
| Total production opérée en Bbl                            | 6 904 265    | 5 683 911  | 6 627 924  |

B En tant que titulaire de permis d'exploitation, de Recherche ou de concession  
Quels paiements avez-vous effectué durant les années 2004-2005-2006 (US\$)

|  |           |           |            |
|--|-----------|-----------|------------|
| Dividendes SNPC                        | 4 772 600 | 7 748 170 | 12 165 260 |
| Bonus de signature                     | 2 000 000 | 0         | 0          |
| Redevance superficière                 | 0         | 7 730     | 7 611      |
| Autres versements non listés ci-dessus |           |           |            |
| Impôt sur les sociétés                 | 6 782 173 | 9 255 369 | 22 996 221 |
| Budgets contractuels                   | 60 000    | 160 000   | 450 903    |